



Face à la crise et à Sarkozy

CONSTRUIRE

UNE RIPOSTE

GLOBALE



Privé-Public, l'urgence: agir ensemble !

CGT-CGT FO-FSU-Solidaires

Qui sommes-nous ?

NOUS SOMMES COMMUNISTES, nous refusons cette société capitaliste où une petite minorité s'enrichit aux dépens de l'exploitation de l'immense majorité de la population. La planète n'a jamais autant produit de richesses qu'aujourd'hui et les inégalités et la misère n'ont jamais été aussi criantes. Des populations entières meurent de faim alors que l'on produit 120% des besoins alimentaires mondiaux. Il y a en France plus de logements vides que de SDF. De nos jours les besoins humains ont très largement de quoi être satisfaits et pourtant c'est toujours plus de chômage et de précarité qui nous guettent. La course au profit conduit à des désastres écologiques qui menacent la survie même de l'humanité.

NOUS COMBATTONS LE RACISME ET LES OPPRESSIONS, que le régime érige en institution (centres de rétention, rafles et ministère de l'identité nationale...) ainsi que l'extrême droite et ses idées. Le capitalisme a toujours besoin d'un bouc émissaire pour diviser les travailleurs. Aujourd'hui c'est la carte de l'islamophobie qui est brandie sous couvert d'une pseudo-laïcité et d'une guerre dite de civilisation. Le sexisme, l'homophobie et les oppressions de genre, continuent d'être des outils aux mains des capitalistes.

NOUS SOMMES INTERNATIONNALISTES car les travailleurs n'ont pas de patrie. Nous combattons l'impérialisme, le pillage par les Etats-Unis en Irak ou par la France dans ses anciennes colonies. Nous soutenons inconditionnellement tous les peuples en résistance en Palestine, au Liban, en Irak, au Kurdistan, en Tchétchénie et ailleurs. Chaque défaite de l'impérialisme est une victoire pour les travailleurs.

NOUS SOMMES ENGAGES DANS LES MOUVEMENTS SOCIAUX où nous défendons les stratégies les plus unitaires possibles tout en affirmant la nécessité de combattre les gouvernements aux ordres du MEDEF. Nous avons lutté pour la défense des retraites et des services publics, contre le CPE, contre la LRU... Nous nous battons pour des revendications politiques dans ces mouvements car c'est la seule manière de triompher.

FAIRE EMERGER UNE ALTERNATIVE UNITAIRE A GAUCHE est de plus en plus crucial. Les courants de la gauche antilibérale et anticapitaliste doivent s'unir afin d'offrir une expression politique aux mouvements sociaux qui soit une alternative crédible face à un Parti Socialiste qui n'offre aucune perspective si ce n'est l'accompagnement des reculs sociaux et démocratiques. Nous défendons dans ce cadre la nécessité de transformer les crises sociales en crises politiques afin de déstabiliser davantage le régime.

UNE REVOLUTION SOCIALISTE EST NECESSAIRE pour renverser le capitalisme. Ce n'est pas des institutions des capitalistes que viendra le changement de société. Les travailleurs, qui créent les richesses, doivent s'emparer du pouvoir, pour abolir la propriété privée des moyens de production et planifier eux-mêmes l'économie afin de répondre aux besoins de tous. Une révolution passe par la lutte internationale des travailleurs. Le socialisme ne peut rester enfermé dans un seul pays. Les pays staliniens n'avaient de socialisme que le nom et pratiquaient un capitalisme d'Etat bien réel.

BATIR UN PARTI REVOLUTIONNAIRE centralisé et démocratique est indispensable à la réussite d'une révolution des travailleurs. La spontanéité seule est bien trop fragile pour menacer durablement le capitalisme. Le patronat est très bien organisé et les travailleurs doivent disposer d'une structure efficace capable de le combattre.

Agenda militant

Réunions de Marxistes Unitaires

Tous les mercredis à 17h, salle B1204, à Tolbiac

mercredi 26 novembre :

La montée du nationalisme, un effet de la crise ?

mercredi 3 décembre :

Combattre l'islamophobie, la responsabilité des anticapitalistes

mercredi 10 décembre :

L'intervention des révolutionnaires dans les mouvements sociaux :

Comprendre le front unique

mercredi 17 décembre :

L'anarchisme : une critique marxiste

mercredi 7 janvier :

Pourquoi défendons-nous l'héritage de la révolution russe ?

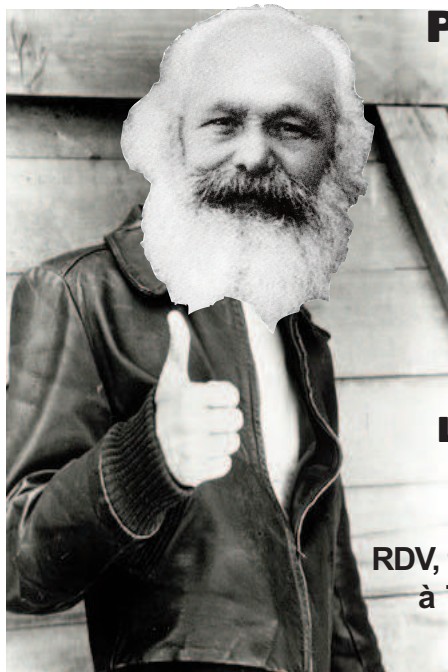
EXCLUSIF

VOUS ÊTES ACCRO À CE JOURNAL ?

AntiCapitaliste

MARX DEPOSE

ABONNEZ-VOUS !



Pour profiter de notre

SUPER PROMOTION

5 numéros pour 5 €

au lieu de 5 €

Soit 0% de réduction

EXTRAORDINAIRE

Comment ?

RIEN DE PLUS SIMPLE !!!

Les vendeurs d'AntiCapitaliste peuvent vous fournir un bulletin d'abonnement.

RDV, tous les mercredis et vendredis à Tolbiac, à 12h, dans la fosse.

Tel : 06 23 50 82 72

Edito

De pauvres riches

Tout le monde, de droite comme de gauche, à l'Élysée comme au bistro, le dit : cette crise financière, c'est terrible, pire même qu'en 1929. C'est vrai que le capitalisme se porte quand même très mal : les entreprises du CAC 40 vont réaliser un bénéfice net total de 99 milliards d'euros¹, soit 12,09% de mieux que l'an dernier².

Pas étonnant de voir fleurir, même en hiver, les propositions les plus avant-gardistes pour soigner le capitalisme malade. Retraite à 70 ans, travail le dimanche, privatisation tous azimuts, et coupes franches dans les budgets sociaux, merci Super Sarkozy, sauveur du CAC 40 et de l'identité nationale.

Le capitalisme, c'est la misère

La crise est bien là : dans le monde, "le nombre de chômeurs pourrait passer de 190 millions en 2007 à 210 millions fin 2009"³. Le nombre de "travailleurs pauvres" qui vivent avec moins d'un dollar par jour devrait croître de 40 millions tandis que celui des personnes gagnant moins de deux dollars pourrait augmenter de 100 millions d'ici 2009.

60% des Français craignent qu'eux-mêmes ou leurs proches se retrouvent SDF⁴. Comme quoi, on envisage différemment la misère quand on est déjà pauvre.

La pauvreté et la colère

La crise est sociale et la misère se répand dans les rues. Les manifestations et les grèves se multiplient partout dans le monde contre les fermetures d'entreprises et les gouvernements jugés responsables de la crise. Les grèves en Italie sont caractéristiques de cette résistance des travailleurs et des étudiants contre le libéralisme : les facs sont occupées et des millions de personnes manifestent contre le Berlusconi.

En France, le gouvernement a déjà déclaré qu'il reculait la date de la négociation sur le statut de La Poste, compte tenu de l'ampleur de la crise. Une mobilisation forte le 22 novembre pourrait aboutir sur un recul des libéraux, sur une première victoire qui donnerait confiance.

Les grèves se multiplient : les pilotes, les cheminots, les urgentistes, les postiers et l'éducation feront grève dans les prochains jours. Les directions syndicales ont bien senti que le vent tournait. Mais les journées de mobilisations se succèdent sans jamais se rencontrer.

Construire une riposte globale

Des grèves isolées ne peuvent arrêter les gouvernements, nous avons besoin d'agir tous ensemble pour mettre fin aux attaques du gouvernement et du MEDEF, et pour redonner confiance aux travailleurs dans leur capacité à changer les choses. L'appel à faire grève et à manifester, par l'ensemble des confédérations syndicales, le 9 janvier peut devenir le jour de la convergence de tous les secteurs contre la crise et contre Sarkozy. Tout est possible...

1. Price waterhouse Coopers.

2. Le Monde du 15 novembre 2008.

3. Juan Somavia, directeur général du BIT, 20 octobre 2008.

4. TNS Sofres, publiée le 7 octobre 2008.

Benjamin Lormet

Sommaire

3... Editorial

4... Construire une Riposte d'ensemble

5-13... Secteurs en lutte

14-15... Antisexisme

16-19... Crise et récession

20-21... Montée du nationalisme

22-27... International

28-31... A Gauche !

32... Mouvement en Italie

Remerciements :

A toutes celles et tous ceux qui ont participé à ce numéro et dont l'énumération serait longue et fastidieuse surtout après une nuit blanche de travail (je risquerais d'en oublier).

Nous tenons tout particulièrement à remercier tous-tes les militants-tes qui nous ont accordé des interviews afin de rendre plus vivant ce journal.

Infos légales :

Ce journal est édité par l'association Marxistes Unitaires.

La rédaction de *Anticapitaliste* reste à votre disposition

Pour participer au journal :

redaction.anticapitaliste@yahoo.fr
ou par téléphone au 06.64.28.04.25

CONSTRUIRE une Riposte d'Ensemble

Article d'Adrien Nicolas

Les grèves se multiplient au mois de novembre :

Après la réussite de la journée de grèves et manifestations du 20 novembre, avec 70% de grévistes dans le primaire et 200.000 manifestants dans toute la France de l'aveu même du ministère, les syndicats du primaire appellent déjà à une journée de grève le jeudi 27. Dans les universités, la mobilisation a remis sur le tapis la question de la privatisation de la fac, de la sélection sociale et de la casse des diplômes, avec des assemblées générales qui votent des revendications contre le processus engagé depuis la LRU.

Les cheminots se mettent en grève reconductible à partir du dimanche 23 novembre, contre la casse de leurs conditions de travail, au moment où le gouvernement prépare l'ouverture à la concurrence du trafic voyageur régional. Un an après leur défaite sur les régimes spéciaux, les cheminots affrontent un gouvernement affaibli par la crise et son manque de popularité. A Air France, les pilotes se sont mis en grève reconductible contre le travail à 65 ans, au moment même où le gouvernement annonce son intention de nous faire bosser jusqu'à 70 ans.

Décidé à privatiser La Poste, le gouvernement a déjà dû faire un pas en arrière, face à la crise et surtout à la mobilisation des salariés et de la population. Nous devons maintenant pousser l'avantage et le contraindre à retirer le projet même d'introduction en bourse et d'ouverture à la concurrence d'un service public de plus. Nous pouvons marquer un point, redonner confiance à tous ceux qui luttent contre la privatisation des hôpitaux, de l'éducation, des transports, en montrant que nos mobilisations peuvent payer face à ce gouvernement.

Sarkozy se vantait d'avoir réussi à rendre les grèves invisibles en juillet dernier. Il est temps de lui faire regretter d'avoir fanfaronné un peu tôt !

Un gouvernement de combat

Il était temps de résister, face à un gou-

vernement décidé à réduire en miettes nos acquis sociaux, à imposer un projet de société du chacun pour soi. Depuis un an, le gouvernement a réussi à faire passer le doublement de la période d'essai, la multiplication des taxes plus injustes les unes que les autres, l'autonomie des universités et des hôpitaux publics (qui peuvent faire faillite depuis la loi « patient santé territoire »). Et ce n'est pas fini : 80.000 suppressions de postes prévues dans l'éducation d'ici 2012, suppression d'un tiers des hôpitaux parisiens d'ici 2012 (cette date semble obséder Sarkozy), les attaques

nos acquis sociaux. La loi de modernisation du marché du travail du 26 juin 2008 semble leur avoir fait comprendre cette évidence que négocier sur les reculs avec des requins comme les ministres de Sarkozy, c'est préparer des défaites encore plus graves. Nous devons nous saisir de ces appels à la mobilisation, mais argumenter que sans un coup d'arrêt à la politique de casse sociale, nous n'obtiendrons que du vent face à ce gouvernement.

C'est la leçon à retenir des promesses faites aux étudiants l'année dernière : le « plan de financement » s'est transformé en attaque sur l'université pour tous.

Si nous voulons stopper la destruction des acquis sociaux, renverser la vapeur face à une droite déterminée de combat, nous aurons besoin de construire une riposte d'ensemble, une grève interprofessionnelle, un tous ensemble contre le projet de société de Sarkozy.

Un système en crise

Dans un contexte de crise du système, les attaques contre nos droits vont se faire d'autant plus dures que les patrons seront prêts à tout pour nous faire payer leur crise. La crise peut cependant amener à des explosions de colère alors que de plus en plus d'entreprises ferment ou mettent leurs salariés en chômage technique, et que les profits se maintiennent. Nous pouvons être surpris par la combativité de salariés qui ont accepté des reculs pendant des années.

Loin de céder au découragement, nous devons argumenter que la crise du système c'est la faillite du projet de société des libéraux. Un système dans lequel les profits d'une minorité menacent l'existence même des milliards qui travaillent, le développement des guerres et la crise écologique venant s'ajouter au chômage et à la misère. Plus que jamais, un autre monde est nécessaire.



Les dates sont ici à titre indicatives et une pure création de l'artiste

se succèdent.

Une opposition inconsistante

Le PS continue de regarder passer les contre-réformes et se paie le luxe de s'abstenir sur les cadeaux faits aux banquiers et sur la constitution européenne. La droite du PS sort renforcée du congrès, où le consensus libéral est de plus en plus hégémonique.

Les directions syndicales semblent enfin sortir de l'apathie et appellent à la mobilisation pour sauver ce qui reste de

La Poste : Faire reculer le gouvernement

Article d'Adrien Nicolas

Le projet de libéralisation

La Poste, c'est 2 millions d'utilisateurs par jour. Non soumise à la logique de rentabilité, elle est présente partout sur le territoire. La privatiser, c'est développer encore les inégalités entre régions, c'est accepter les fermetures de bureaux dans les quartiers populaires, jugés non-rentables. C'est aussi continuer le jeu de massacre des droits des salariés, dont la moitié sont maintenant précaires, La Poste détenant même un triste record du nombre de condamnations pour CDD abusifs (247 CDD successifs depuis 1976 pour une salariée!)

Le projet de privatisation est mené depuis des années par les gouvernements successifs. avec la signature en 2000 par Jospin et Chirac des accords européens de Lisbonne qui prévoient la transformation de La Poste en société anonyme au 1er janvier 2010 et l'ouverture du capital au 1er janvier 2011. Depuis 2002, 16.000 postes ont été supprimés, des services privés comme Chronopost ou La Banque Postale ont été créés.

La fin du monopole de La Poste sur le livret A a signifié qu'une partie des fonds sont désormais alloués aux entreprises, et non plus uniquement au financement du logement social.

La mobilisation fait reculer le gouvernement

Dimanche 2 novembre, le conseiller spécial de l'Élysée, Henri Guaino, a déclaré qu'il n'était "plus question pour l'instant, dans la situation où nous nous trouvons, d'ouvrir le capital de La Poste", avant de préciser quelques heures plus tard que le calendrier de cette réforme demeurerait "valable". Ce mardi, le secrétaire d'État à la Consommation et porte-



parole du gouvernement a déclaré que le gouvernement se prononcerait fin décembre sur le projet d'ouverture du capital de La Poste.¹

Le gouvernement motive son recul par la crise : vendre des actions de La Poste signifierait que les banquiers achètent un service public à prix bradé avec l'argent que Sarkozy leur a distribué. Mais c'est surtout la mobilisation qui a fait reculer un gouvernement qui n'en est pas à un cadeau près vis-à-vis des banquiers : 40% des salariés de La Poste ont fait grève le 23 septembre, un record depuis les grèves de 1988.

308.245 pétitions CGT ont été signées, et des dizaines de milliers d'autres initiées par SUD, les partis politiques, les comités locaux.

Les collectifs unitaires :

La lutte contre la privatisation de La Poste cristallise le rejet du projet de société des libéraux. C'est pourquoi des collectifs unitaires rassemblant usagers, élus et salariés se sont constitués partout en France. Malgré les tentatives des appareils du PS et du PCF de ne regrouper que « la gauche de gouvernement », c'est presque partout l'unité la plus large qui s'est faite.

CGT, SUD, CFDT, FO et CFTC appellent salariés et usagers à manifester, 14h00 place de La Nation à Paris pour se rendre au ministère des finances à Bercy. Le 22 novembre, nous pouvons faire ravalier son projet de privatisation au gouvernement, et infliger une défaite symbolique au libéralisme. Ce serait une victoire pour tous ceux qui se battent contre les privatisations, à La Poste, dans les hôpitaux ou les universités.



1. AFP

Mairie de Paris hésitante : N'appliquera pas le "Service minimum à l'école"

Non, puis oui, puis finalement non.

Non pas opposée sur le principe au service minimum à l'école, la mairie de Paris avait accepté sa mise en place pour «se mettre en conformité avec la loi». Avant de se déclarer, 21 octobre, déjà, «dans l'impossibilité» pratique de l'appliquer et d'ajouter «Nous ne voulons pas prendre le risque d'un accident avec un enfant.»

La section parisienne du SNUipp-FSU, premier syndicat des enseignants en primaire, s'est félicitée de cette décision qu'elle reçoit comme «une victoire» de la grève de jeudi.

Le ministre de l'Education, Xavier Darcos, a de son côté invité le maire PS de Paris, Bertrand Delanoë, à «renouer

avec le sens républicain» et à ne pas donner «le mauvais exemple d'un élu qui refuserait d'appliquer la loi»

Toujours floue la position de la mairie PS est une épine dans le pied du gouvernement. Mais il est regrettable que la mairie ne refuse pas par principe cette loi qui est une atteinte au droit de grève.

A Neuilly, la mairie ne respecte pas la loi en matière de construction de logements sociaux, alors pourquoi Paris ne refuserait-il pas d'appliquer le service minimum à l'école ?

EDUCATION ET SERVICE MINIMUM

IL ÉTAIT UNE FOIS, UNE MÉCHANTE MAÎTRESSE QUI ABANDONNAIT SES ÉLÈVES POUR MANIFESTER AVEC LES MÉCHANTS COMMUNISTES...



Une grève peut en cacher une autre : Les animateurs se joignent au mouvement

Les animateurs de la Mairie de Paris ne se mobilisent pas souvent. Certes, pour la grève du 9 mai 2007, la moitié des centres de loisirs avait fermé. Mais sinon, il faut remonter plus de quinze ans en arrière pour trouver un engagement comparable. La nouvelle journée d'action du 26 novembre prochain annoncerait-elle le réveil d'un secteur en proie à une intense précarité ?

Les vacataires de la Fonction Publique

Les animateurs s'occupent des enfants le mercredi et pendant les vacances scolaires. Certains l'envisagent comme leur métier, quand pour d'autres, étudiants à côté, il ne s'agit que d'un gagne-pain. Cela donne dans chaque équipe des statuts très différents : les titulaires - fonctionnaires de la ville de Paris, les contractuels (dont les droits et obligations sont comparables à ceux des titulaires, mais sans déroulement de carrière) et une majorité de vacataires. Même si les contractuels ne sont pas dans le luxe avec leurs 1000 et quelques euros, on part de très bas, en terme de conditions de travail, lorsqu'on est vacataire.

Un vacataire est employé à la mission et, ne disposant pas d'un contrat de travail, ne peut donc prétendre à aucun

droit : aucune sécurité d'emploi et, quelle que soit la durée des services accomplis, pas d'ancienneté. Il doit choisir un emploi du temps afin de ne pas dépasser 910 heures par an, en-deça du mi-temps. Selon les vacances scolaires, son salaire varie de 300 à 1200 euros. À tout cela s'ajoute une petite vexation supplémentaire, quel que soit le statut : le repas est payant - environ 4 euros - alors que les cantinières doivent jeter les restes de ce que les enfants n'ont pas mangé... À côté de ces économies de bout de chandelle, la précarité systématique est sans doute profitable à la mairie, puisqu'elle lui permet d'éviter l'embauche de fonctionnaires.

Le recours à des vacataires pour des emplois permanents est illégal, alors qu'il existe de nombreux vacataires employés à l'année ! C'est donc une administration publique - qui plus est dirigée par la gauche - qui se permet impunément de transgresser la loi. Même s'il faut reconnaître à l'administration Delanoë la mise en place de plusieurs vagues de contractualisations et de titularisations, qui ont amélioré les choses, cela reste trop marginal. Car cette situation est la principale raison du succès de la grève de Mai 2007.

Une grève qui en cachait une autre...

L'année dernière, le nombre d'animateurs mobilisés a été significatif au vu des difficultés d'information, du peu de personnes en poste fixe sur un centre et de cette diversité de statuts dans chaque équipe. Si le résultat de ce mouvement - 500 contractualisations supplémentaires - a été insuffisant par rapport aux besoins réels, c'est qu'il révélait un rapport de force logiquement encore faible pour une première journée de grève. Mais cela montre aussi ce que l'on peut obtenir à condition de prendre part activement à la lutte. Car les revendications initiales ne concernaient même pas les vacataires. Seule leur présence a permis cette concession de l'administration.

Il faut convaincre les indécis, et pas attendre que les revendications aboutissent d'elles-mêmes. La grève est le seul moyen d'obtenir une quelconque amélioration des conditions de travail. C'est l'occasion de se rencontrer, et de constater à quel point la précarité comme le bas niveau des salaires - le principal mot d'ordre de la nouvelle grève - sont des maux partagés. Seule notre unité nous permettra d'en venir à bout !

“Il n’y a jamais eu autant de suppressions de postes”

INTERVIEW, Propos recueillis par D.L.

Pour comprendre toute la portée du sujet nous avons voulu laisser la parole à Olivier Vinay, membre de la tendance Emancipation, FSU.

Peux-tu nous résumer ton parcours militant ?

Après des études classiques, agricoles et vétérinaires, l’agrég me donnait le choix d’enseigner à l’Ecole vétérinaire d’Alfort, ou bien dans un collège du 93 à Bagnolet. J’ai opté pour les élèves de banlieue, concevant ce choix dans le cadre d’un militantisme radical, pédagogique et syndical. J’ai rejoint l’Ecole Emancipée (EE) et particulièrement le combat contre la précarité dans le SNES, la FEN et les collectifs intersyndicaux de non titulaires. Je suis resté à la FSU lorsque la scission de la FEN concoctée par le PS en 1993, nous a contraint, à choisir entre la FSU ou la création de syndicats départementaux (qui ont concouru à la formation de SUD Education en 96). Parmi les diverses sensibilités qui faisaient la richesse de l’EE, la LCR a tout misé sur son entrée dans l’appareil de la FSU ; Elle a provoqué la scission de l’EE unitaire, qui a débouché sur la création de l’Emancipation. J’y ai défendu la construction d’une tendance intersyndicale, regroupant, du lycée à l’université, des militants d’horizons syndicaux différents (FSU, SUD, CNT, CGT...).

Le syndicalisme dans l’éducation ne s’est jamais remis de ces scissions. Mais par chance, dans le même temps, des luttes autogérées et reconductibles se sont développées que j’ai contribué à animer.

A-t-on déjà supprimé autant de postes auparavant ? Quelles sont les conséquences pratiques de ces suppressions de postes ?

Il n’y a jamais eu autant de suppressions de postes¹, avec des conséquences lourdes pour l’école. Et toutes « les réformes » de Darcos ne visent qu’à supprimer des postes en maternelles, dans le primaire et les IUFM...

Quel est l’objectif réel de la réforme

des lycées ?

La réforme des lycées obéit aussi à un impératif de rentabilité, mais en plus, elle attaque le Bac comme diplôme national reconnu, premier grade de l’enseignement supérieur et permet d’annualiser les profs.

Une mobilisation commune lycéens et enseignants est-elle possible ?

Les intérêts des lycéens et des enseignants sont convergents ; les lycéens l’ont clairement signifié le 15 novembre lors d’un happening où Darcos essayait de leur vendre sa réforme du lycée. Une mobilisation commune est d’autant plus envisageable, qu’elle a déjà commencé au printemps dernier, avec d’énormes manifs et des AG communes.

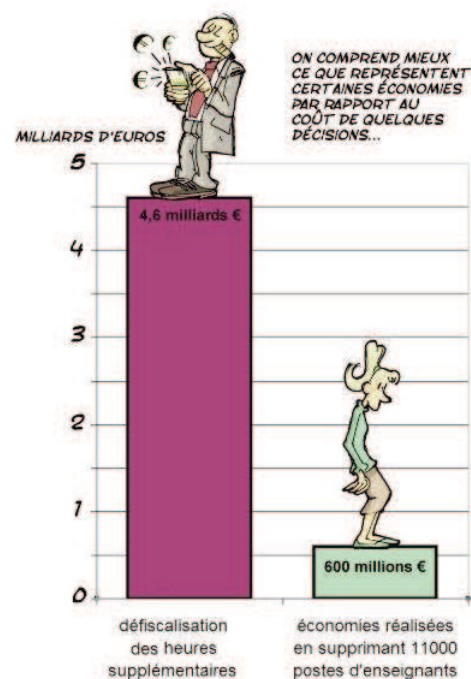
Que penses-tu de la réforme des IUFM, et de l’élévation au niveau BAC+5 pour pouvoir participer aux concours de recrutement ? Y-a-t-il une relation avec la précarisation croissante parmi le personnel ?

Il ne s’agit pas d’une réforme des IUFM, mais de leur disparition. L’élévation du niveau requis pour passer le concours va dissuader encore plus les étudiants des milieux modestes de devenir prof. Et la raréfaction des postes à ces concours va augmenter la précarité : des titulaires du Master vont aller se faire embaucher sans le concours, auprès des chefs d’établissements, auxquels on veut transférer la possibilité de recruter les contractuels.

Quel est le projet libéral quant à l’éducation ?

L’offensive contre les services publics participe d’une stratégie cohérente : faire payer la crise du capitalisme aux travailleurs et dégrader les services publics au point de décourager les usagers de les soutenir. Et comme le capitalisme a plus besoin à l’heure actuelle de consommateurs dociles que de producteurs qualifiés, ses suppôts veillent à ce que l’éducation, la culture et les médias conditionnent des réflexes consuméristes, plutôt que de former des esprits critiques.

Que penses-tu des positions syndi-



cales sur ces réformes ?

Face à une telle cohérence, les directions syndicales ont rarement été aussi peu à la hauteur, divisées, tétanisées par la survie de leur appareil, laissant filer des acquis essentiels à la faveur d’un prétendu « dialogue social » qui ne leur vaudra même pas des miettes. Sur les contres-réformes du gouvernement, la plupart participent à des réunions avec l’administration quand elles ne signent pas de textes préalables qui limitent toute pseudo négociation à ce que le Pouvoir est prêt à tolérer.

Comment, selon toi, résister à la casse des services publics ?

Il faut défendre les services publics, facteurs d’égalité, comme à La Poste, et impulser la lutte avec les secteurs, les syndicats et les sections syndicales les plus mobilisés. En coordonnant le développement et la poursuite de cette lutte par des AG aux différents niveaux, sans attendre les syndicats. Et en réalisant la convergence interprofessionnelle de plusieurs secteurs. Ce qui se dessine pourrait aller dans ce sens, dans notre pays comme en Italie.

1. 80 000 sur 4 ans, 13.500 cette année, Elles affectent tous les niveaux y compris le supérieur et le lycée que les ministres prétendaient épargner.

La casse de l'université continue

Article d'Otman Fekar

Les diplômés universitaires se mettent en place

Qu'est-ce que c'est ? Un diplôme, créé par l'université dans lequel il est dispensé, qui a pour principal intérêt d'échapper à toute réglementation au niveau des frais d'inscription. Ainsi, à l'université Paris 9 Dauphine, les chiffres parlent d'eux-mêmes. Cela peut aller de 880€ pour le DU Management de la culture à 14900€ pour le MBA Dauphine Management des Ressources Humaines ! Si vous le souhaitez (et le pouvez), vous avez un DU Négociation et relation sociale à 5000€ l'année.

D'ailleurs, à terme, il est prévu que le prix de la Licence soit fixé à hauteur de 1600€ l'année et le master à 3000€. La ministre, en apprenant cela, a affirmé qu'elle suivrait cette affaire, mais évidemment, rien n'a été fait. D'ailleurs, le président de l'université Paris 9 Dauphine ne parle pas de frais d'inscription mais d'une « contribution complémentaire ».

Le risque est de voir se développer des DU et des DIU (Diplôme Inter-Universitaire) qui remettront en cause le cadre national des diplômes et l'égalité de formation sur tout le territoire. Tout cela rentre dans la ligne directe de la LRU qui instaure ce type d'inégalité.

Lutter au niveau international

Le plan campus fraîchement arrêté n'a pour but que de permettre à quelques universités d'être bien classées au niveau international.

Plus de la moitié des universités resteront sur le carreau. Ou auront des miettes du gâteau.

Utiliser la faiblesse des universités françaises au niveau des classements internationaux est une vaste fumisterie. En effet, si l'on s'attarde sur le classement de l'université de Shanghai, on remarque que dans les vingt premières universités, onze sont américaines et font partie de l'Ivy League. Un regroupement d'université privé qui, cumulé, gère un budget de plus de 100 milliards de dollars

Rien que 35 mds \$ pour l'université de Harvard. A noter que cette somme est le budget du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche pour cette année 2008.

De plus, ces universités n'ont dans leurs murs que 60000 étudiants. Mais avec des frais d'inscriptions exorbitants (plus de 40000\$ l'année) et une sélection des plus féroce (on y rentre par cooptation ou avec l'aide d'un réseau, en clair avoir des relations), difficile de prendre ces universités

comme modèle à suivre.

Et de chercher à soutenir la comparaison face à celles-ci. Cependant, l'entêtement de la ministre risque bien de nous amener à une situation du même ordre, mais à la sauce française. Il est intéressant de remarquer qu'en Angleterre, les frais d'inscriptions sont fixés aussi par décret à 3500€ l'année, avec un minimum de 1300€, et que le débat se porte pour les faire passer à 8000€. Inutile de préciser que suite à cette augmentation, le nombre d'étudiants présents dans les universités anglaises a baissé. Il y a de forte chance d'avoir un système de cet ordre, grâce à la première pierre posée avec le plan campus.

Les prêts étudiants : endettez vous pour l'avenir !

Nouvelle mesure mise en place par Mme Péresse en septembre dernier, la création d'un prêt à taux zéro. Monté en collaboration avec Cetelem et les Banques Populaires, ce prêt, heureusement, ne rencontre pas le succès espéré par la ministre. Celui-ci peut aller jusqu'à 15000€, et ne résout en rien le problème des conditions de vie étudiante. S'endetter pour l'avenir, on ne peut pas faire pire comme concept. En effet, arriver sur le marché du travail avec un 'capital' négatif n'aide en rien à la réussite de l'étudiant.

De plus, on voit les limites de ce système avec la crise actuelle. Aux Etats-Unis, les conditions de prêts aux étudiants sont de plus en plus restrictives. Ceux-ci ne peuvent donc plus financer leur études...

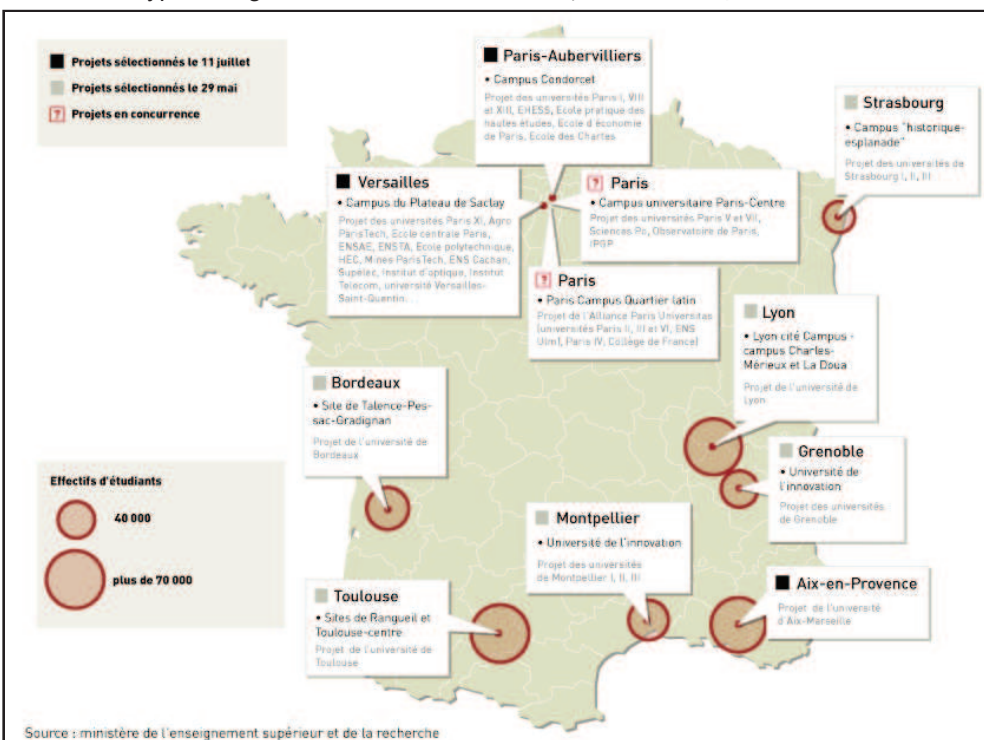
Même si ce système est garanti par l'Etat, ce concept de s'endetter pour réussir n'a ni queue ni tête. Seule une aide financière concrète aux étudiants, à travers un salaire social étudiant, leur permettrait d'avoir leur autonomie. Et de vivre dans des conditions décentes.

Plan campus

Un plan qui détruit l'université publique en plusieurs points. Voyons lesquels :

Une privatisation rampante d'EDF

La vente des actions EDF a été justifiée comme source de financement nécessaire. Mais cette privatisation partielle d'EDF ne doit duper personne. Le plan campus ne sert que de cache-sexe qui



Liste des facs qui seront financées par l'Etat, les autres disparaîtront, fusionneront ou seront vendues.

permet à l'Etat de se désengager au fur et à mesure de l'entreprise encore publique. Il est d'ailleurs prévu d'en vendre une nouvelle part. Cette politique de déshabiller Pierre pour habiller Paul n'est pas celle que nous voulons. Surtout quand elle concerne la privatisation d'un service aussi nécessaire que l'électricité.

Une inégalité dans le financement

Sur les 86 universités que compte le territoire métropolitain (Corse comprise), ce plan ne concerne dans les faits qu'environ 25 universités. Cependant, ce chiffre est à nuancer. Car ce ne sont pas 25 universités qui auront cette manne mais seulement 12 sites universitaires. Par exemple, pour Toulouse, les sites Rangueil et Toulouse-centre. Ce qui fait assez léger d'un seul coup. Pour Paris 1, Paris 8, Paris 13 et l'EHESS, seul le campus Condorcet est prévu dans le financement. Pas la rénovation de Tolbiac.

Ce plan permet de se partager 3,7 milliards d'euros. Pour les "perdants", il est prévu par le ministère de leur accorder une enveloppe de 400 millions d'euros. Autant jeter une miche de pain à un pigeon.

Combien d'étudiants bénéficiaires ?

Calcul simple à effectuer. Seul 650 000 étudiants bénéficieront de ce plan. Et encore, c'est un chiffre à prendre avec des pincettes car le plan ne concerne pas des universités entières mais quelques sites.

A titre d'information, il y a 2,3 millions d'étudiants sur tout le territoire. La notion d'égalité perd tout son sens. C'est une autre sélection.

Ségrégation spatiale

Seules les grandes villes bénéficieront de ce plan. Toulouse, Lyon, Marseille, Montpellier, Paris, Strasbourg, Bordeaux et Grenoble. Les autres villes passent à la trappe. Seules les grandes villes (Lille est le cocu de l'affaire) sont présentes. La volonté du gouvernement est de construire quelques pôles et de détruire les universités de province.

Fusion à profusion

Le but de ce plan est d'accélérer la fusion entre les universités. Soit à travers les PRES soit de façon directe (cf dernier numéro). Elle touche tout le territoire. Dernier exemple en date, la ministre a assuré que le rapprochement de Nancy et Metz sur le plan universitaire et de la recherche « est la bonne réponse face à la concurrence luxembourgeoise ». Elle a en outre engagé les quatre universités lorraines à fusionner à l'horizon 2010. Qui dit fusion dit deux choses : suppression de postes et donc nombre restreint d'étudiants.



Plan Licence : Sélection et casse des diplômes

Article de Maximilien Nony

Annoncé fin 2007, le plan Licence devrait être mis en place sur la période 2008-2012. Les objectifs sont de diminuer par deux le taux d'échec en Licence, de ne perdre que 50% d'une classe d'âge sur trois ans. Louable intention !

Mais les moyens annoncés sont de 730 millions d'euros en 4 ans... C'est donc par le recours au tutorat, à l'apprentissage à distance et à la réduction des effectifs en TD que ces objectifs doivent être atteints. L'augmentation du nombre de tuteurs ne peut à elle seule transformer l'université française, à part en mal puisque c'est une forme de nivellement par le bas des enseignements. Étant donné que les universités sont en concurrence et qu'on ne leur donne pas les moyens financiers de parvenir à ces buts c'est par la sélection que les universités amélioreront leurs statistiques. Alors évidemment ça commence mal ! A peine cet article a-t-il commencé que déjà on parle de sélection, un terme qui n'apparaît jamais dans le rapport. Et pourtant vous y trouverez « orientation active », « mobilisation des filières courtes », « propositions prioritaires d'affectation » et, citation la plus parlante, « élargissement de l'offre des IUT et des STS aux étudiants de Licence générale ».

On ne peut s'en tenir à une simple dénon-

ciation du sous-financement flagrant de cette « réforme ». Pourquoi ce plan qui n'a pas les moyens de ses prétentions, dès sa naissance, voit-il le jour sinon pour poursuivre sur la voie vers la sélection, permise par la LRU ? N'est-il pas significatif que dans sa présentation par le ministère, un développement en trois parties qui ne concernent en rien les objectifs annoncés dans l'introduction fasse suite à cette introduction ? En quoi la dévalorisation des enseignements par l'apprentissage forcé de connaissances socio-économiques et de bases juridiques fera-t-elle réussir plus d'étudiants dans leurs études ? En quoi la contractualisation de la réussite des lycéens, qui ouvre la voie à l'exclusion, est-elle un élément favorisant l'apprentissage et le travail ? Et pourquoi, si l'on veut faire réussir les étudiants de Licence générale, donne-t-on aux universités les moyens de renvoyer lycéens et étudiants vers les IUT ?

Annoncé dans la foulée de la LRU, à la suite du triomphe policier sur la mobilisation étudiante de l'automne 2007, le plan Licence n'est pas une œuvre œcuménique souffrant d'un manque de moyens mais la possibilité donnée aux universités de pratiquer la sélection. Après tout, la ministre n'a-t-elle pas déclarée récemment à Sciences Po qu'il fallait instaurer la sélection à l'entrée du Master ?

Les cheminots en grève reconductible

INTERVIEW, Propos recueillis par A.N.

Les cheminots entament une grève reconductible à partir du dimanche 23 novembre, nous avons rencontré Nathalie Bonnet, secrétaire fédérale de SUD Rail.



Vous entamez une grève reconductible dimanche 23 novembre, pourquoi ? Quelles perspectives après la défaite de l'an passé ?

Sous prétexte d'ouverture à la concurrence, la direction de la SNCF souhaite modifier la réglementation du travail en commençant par les agents du fret. L'année prochaine, c'est l'ouverture de la concurrence au transport voyageurs, ce qui signifiera l'allongement de la durée du travail pour tous les cheminots. Nous nous mettons en grève à partir de dimanche contre cette déréglementation. La réglementation actuelle de la SNCF, qui garantit les conditions de sécurité pour tous les voyageurs, doit être imposée aux entreprises, au lieu du nivellement par le bas.

Un rapport parlementaire est sorti aujourd'hui sur l'ouverture à la concurrence du trafic régional. Quelle est votre position ?

Le transport en France doit rester du domaine du service public, on ne doit pas chercher à faire de l'argent dessus. Le gouvernement, le capitalisme, cherchent à faire du profit par tous les moyens. L'ouverture à la concurrence avec des opérateurs ferroviaires privés, ça signifie des problèmes de sécurité pour tous les voyageurs et une dégradation des conditions de travail pour tous les salariés de ces entreprises et des

entreprises publiques. Quand on veut faire du profit, être rentable, ça se fait fatalement au détriment de la sécurité. On a transféré la dette de la SNCF à RFF (Réseau Ferré de France, entreprise issue de la scission de la SNCF) pour rendre la SNCF plus compétitive. Du coup RFF doit faire des choix, des économies, c'est à dire entretenir moins le réseau ferroviaire, au risque de voir se détériorer l'ensemble du trafic. Ca se traduit par tous les incidents sur les caténaires qu'on a vu cet été, par des trains qui ne peuvent plus rouler à la vitesse normale parce que les voies ne sont plus en état. A terme, ça peut se traduire par des accidents graves pour les voyageurs.

Quelle est la position de Sud-Rail sur l'arrestation de ceux que les médias appellent l'ultra-gauche pour avoir saboté des trains privés, le Thalys et l'Eurostar ?

Déjà l'année dernière, la direction de la SNCF et les médias avaient tenté de faire l'amalgame entre l'action syndicale et ce qui est qualifié d'ultra-gauche, d'action « terroriste ». A Sud-Rail, on considère que l'action syndicale ne se situe pas sur le terrain du sabotage. Il y'a d'autres problèmes à régler, la vétusté des voies, des caténaires... les cheminots en général sont très attachés à leur outil de travail, ils ne s'expriment pas par le sabotage. Ils s'expriment via leurs organi-

sations syndicales, par des manifestations, par des grèves. Il nous arrive d'occuper des chantiers, les lieux de travail. A l'opposé du sabotage, nous nous battons pour que l'outil de travail soit le mieux entretenu possible.

Vous n'avez pas peur que le gouvernement veuille criminaliser l'action syndicale en les réprimant pour l'exemple ?

Oui, Peppi (patron de la SNCF) avait déjà dit que les sabotages qui avaient eu lieu l'année dernière pendant la contre-réforme des retraites ne pouvaient être faits que par des syndicalistes dits « contestataires », que par des gens qui connaissent la boîte. On est dans l'optique de criminalisation du mouvement syndical.

Vous n'êtes pas les seuls à faire grève, ce week-end les pilotes étaient en grève contre la retraite à 65 ans, des grèves ont lieu jeudi 20 contre la casse de l'éducation, samedi 22 contre la privatisation de La Poste, que peut-on espérer pour la fin de l'année ?

Nos problèmes de cheminots sont les problèmes des salariés de la santé, des salariés des grands magasins, sont les problèmes de tous les salariés en France. A Sud-Rail, nous travaillons via Solidaires à la convergence des luttes, un grand mouvement d'ampleur interprofessionnel.



Contre le RSA et la précarité

« Comment peut-on donner 360 milliards aux banques et ne pas garantir le revenu à un niveau décent des millions de travailleurs pauvres ou au chômage en France ? »

INTERVIEW, Propos recueillis par O.F.

Pour comprendre toute la portée du sujet nous avons voulu laisser la parole à Marc Moreau, militant d'A.C! (Agir ensemble contre le chômage).

En quoi consistent les négociations sur l'assurance chômage ?

Les caisses syndicales d'assurance chômage ont été mises en place à la fin du XIX^{ème} siècle pour indemniser les salariés en cas d'absence d'emploi afin de ne pas les mettre en situation d'accepter un salaire ou des conditions de travail au rabais, risquant de casser les améliorations que l'on revendique. Depuis 1959, il y a un système interprofessionnel (l'Unedic), paritaire : c'est un peu le même fonctionnement que pour l'assurance maladie.

Cette « négociation » est un moment important pour tous les salarié-es, en emploi ou non, et d'abord pour ceux et celles qui passeront par la case chômage (total ou partiel, venant du public ou du privé) dans les trois prochaines années. Tous les trois ans, des pseudo négociations trop souvent sans mobilisation à la hauteur de l'enjeu, se tiennent entre le patronat (CGPME, Medef, UPA) et les seuls syndicats dit représentatifs (CGT, CFDT, FO, CFTC, CGC), sous le contrôle de l'État, garant du droit constitutionnel (qui n'est pas tombé du ciel) à un revenu de remplacement.

Quels sont les thèmes qui s'en dégagent ?

Sous prétexte de baisser le coût du travail, les employeurs veulent réduire les droits (conditions d'accès, montant, durée) des salarié-es en situation de chômage ou de précarité. De notre côté nous mobilisons pour l'indemnisation de toutes les formes de chômage et de

précarité par une allocation individuelle et inconditionnelle garantissant un revenu en aucun cas inférieur au SMIC mensuel. Selon la mobilisation, plusieurs reculs risquent de se mettre en place. Les travailleurs saisonniers actuellement indemnisés risquent de ne plus l'être durant ces trois prochaines années. Des grèves ont déjà eu lieu dans le secteur l'année dernière, et cette année, cela commence à réagir doucement face à ce grave recul. Les intérimaires sont aussi attaqués. Ils risquent de perdre une semaine de dédommagement, sachant déjà qu'ils dépendent encore plus que d'autres de la bonne santé du marché du travail. Les intermittents risquent eux d'être virés de la convention de l'assurance chômage...

En plus de cela, on a l'instauration du RSA ...

Ce système reprend du RMI les discriminations envers les jeunes de moins de 25 ans et les couples. Il faut savoir qu'aujourd'hui, pour les couples, si l'un d'eux touche plus d'un demi SMIC, l'autre qui est pourtant sans emploi n'a droit à aucun revenu personnel !

Même si le RSA permet de mettre un peu de beurre dans les épinards pour les chômeurs retrouvant quelques heures

d'emploi salarié, ça ne leur permettra pas de sortir de la précarité. De plus, lorsque le GISTI a saisi la Halde, celle-ci a confirmé que le RSA contenait plusieurs mesures discriminatoires – donc illégales – envers les travailleurs étrangers et les jeunes de moins de 25 ans. Si les parlementaires socialistes ne demandent pas la censure du Conseil Constitutionnel, il devrait être possible de porter l'affaire en justice, mais c'est plus long.

Quels sont les perspectives pour la suite ?

Le 6 décembre auront lieu des manifestations dans toute la France. C'est la saint Nicolas, l'occasion de faire coup double. Comment peut-on donner 360 milliards aux banques et ne pas garantir le revenu à un niveau décent des millions de travailleurs pauvres ou au chômage en France ? Les jeunes ont tout à gagner à se mobiliser, à ne pas laisser passer cette occasion. La « négociation » Unedic doit théoriquement se terminer le 23 décembre. Ensuite le gouvernement devra avaliser.



La retraite à 70 ans : NON, MERCI !

Article de Colin Falconer

Cette mesure, votée la veille du week-end de la Fête des Morts, donne la possibilité de continuer à travailler après 65 ans. Comme les Français l'ont bien compris, c'est une mesure symbolique pour nous habituer à l'idée de travailler toujours plus et plus longtemps pour une pension de misère (50 % du salaire moyen).

Comme pour les heures supplémentaires et le travail le dimanche, la droite parle de donner « plus de liberté » aux salariés. Vous voulez toucher une meilleure retraite ? Travaillez

quelques années de plus. Vous avez besoin d'arrondir vos fins de mois ? Faites des heures sup'. Vous voulez un emploi ou une promotion ? Acceptez le travail du dimanche, bossez jusqu'à 22 heures. Le tout sur la base du volontariat, bien sûr. C'est une « liberté » purement théorique qui arrange les patrons, alors que les salaires stagnent et que la vie devient de plus en plus chère.

Il faudrait être naïf pour croire que le gouvernement en restera là. Ce qui est introduit en douceur et à titre d'exception tend à devenir la règle. C'est un mouvement général de

relèvement des limites d'âge, dans le public comme dans le privé, au nom de « l'équité ».

Après les défaites sur la durée de cotisation en 2003 et sur les régimes spéciaux l'année dernière, deux Français sur trois estiment que le recul de 65 à 70 ans de l'âge jusqu'auquel un salarié peut refuser d'être mis à la retraite est « plutôt une mauvaise chose »¹. Tous ensemble, étudiants, travailleurs et retraités, luttons pour de meilleurs salaires, de bonnes pensions et contre toute remise en cause du droit à la retraite.

La grève des sans-papier continue

Article de Marie Geaughey

Le 13 février, les cuisiniers du restaurant " la grande armée", dans le 8ème, se mettent en grève pour exiger leur régularisation. En moins d'une semaine, 7 d'entre eux sont régularisés. Deux mois plus tard, en avril, le mouvement des sans-papier se manifestait massivement à Paris. Les sans-papier exigent leur régularisation et se mettent en grève. Les sans-papier ne sont pas la " misère du monde ".

La situation des sans-papier en France, et dans toute l'Union Européenne, est humainement inacceptable, et jusqu'à présent, les revendications et soutiens à cette lutte se paraient d'arguments moraux ou humanitaires, profondément légitimes... mais ce genre de beaux principes laisse de marbre les gouvernements européens, plus attentifs

aux droits des patrons qu'aux droits de l'Homme. Le capitalisme a besoin, pour se maintenir en place, de cette population d'exploités invisibles.

80% des sans-papier expulsés travaillent, et pour la plupart dans des secteurs en manque de main-d'œuvre : la restauration, l'entretien, le jardinage, l'aide à la personne. Les travailleurs peuvent exercer une pression sur le patronat bien plus réelle que celle de principes moraux sur l'État. Les travailleurs sans-papier ont ce pouvoir de bloquer des resto chic, les chantiers ... et c'est très efficace.

Le résultat des luttes est visible. Sur certains sites de travail, une régularisation complète a été obtenue : au restaurant de la Jatte à Neuilly, les 10 grévistes ont été régularisés, la convoca-

tion à la préfecture des grévistes du restaurant Market a eu lieu au bout de deux jours de grève. Mais globalement, les préfectures mettent une mauvaise volonté évidente à convoquer les grévistes et examiner les dossiers. La CGT, ainsi que les syndicats CNT et Solidaires, ont réagi par une deuxième vague de grève.

Leurs faibles salaires font des sans-papier des concurrents redoutables pour les travailleurs français ou en situation régulière. C'est pourquoi les syndicats, organes de lutte de tous les travailleurs, doivent les soutenir. La position de la CGT est ambiguë : si les fédérations de Paris, de l'Essonne encouragent le mouvement, la confédération a mis plusieurs mois à réagir et n'a toujours pas initié de mouvement hors de la région parisienne.

Globalement, ces mouvements ont entraîné la division du patronat (certains se sont mis à soutenir les revendications de leurs employés en grève, d'autres non) et se sont attiré la sympathie de l'opinion publique. Pour aboutir à la régularisation de tous les sans-papier, il faut l'union de tous les travailleurs. Pour mettre fin à cette concurrence entre les travailleurs, fondée sur la réduction en esclavage d'une partie d'entre eux, nous sommes pour la régularisation de tous les sans-papier.



Depuis le 2 mai, plus d'un millier de travailleurs sans-papier du Collectif 75 occupent la Bourse du travail de la rue Charlot, à Paris (métro République) pour obtenir leur régularisation et interpeller les syndicats sur leur situation de travailleur.

INTERVIEW, Propos recueillis par M.G.

Fatma, et l'une des 1300 occupants de la Bourse du Travail, sans-papier, elle revient ici, sur les raisons de l'occupation et de leurs luttes.

Depuis combien de temps vis-tu en France ?

Depuis 5 ans, avec mon mari. Dès qu'on est arrivés, mon mari a trouvé un travail (il est employé dans une boulangerie). J'étais enceinte, je ne voulais pas travailler tout de suite, mais finir mes études. Au bout de deux ans, j'étais de nouveau enceinte, et un salaire ne suffisait pas pour faire vivre 4 personnes. J'ai donc arrêté mes études. Depuis, je donne des cours d'arabe littéraire et de mathématiques, je fais des ménages, je garde des enfants...

Et vous avez essayé d'obtenir des papiers ?

Notre premier dépôt de dossier date de 2005. Nous avons déposé nos dossiers ensemble, pour valoriser le fait que nous avons un travail tous les deux, et aussi deux enfants nés et scolarisés en France. Notre dossier a été examiné, et refusé. Nous avons fait appel au Tribunal Administratif. Ce recours n'a pas eu de suite.

Pourquoi avez-vous décidé de rejoindre la CSP 75 ?

En Janvier, mon mari a été arrêté. Il travaillait alors sans contrat. Lorsqu'il a été relâché, nous avons voulu déposer de nouveaux dossiers. Nous voulions y faire figurer un contrat de travail et des fiches de paye, mais le patron a refusé de reprendre mon mari avec un contrat. On a alors décidé de rejoindre une association, pour avoir plus de force.

On a découvert les Collectifs sans-papier du 75, et on a commencé à aller aux réunions. Le 2 mai, la Bourse du Travail a été occupée. On s'est dit : plus d'un millier de Sans-papier ont eu la force de faire la grève et de se réunir dans un seul

La rencontre de ces délégations avec le préfet ont-elles conduit à des résultats concrets ?

Oui et non. Oui, car on a obtenu des dizaines de régularisations.

Non, parce que le préfet mentait, se contredisait d'une fois sur l'autre. Il parlait de la manière la plus vague possible, alors qu'il se trouvait devant des gens qui ne maîtrisent pas parfaitement la langue française : quand ils sortaient de l'entrevue, tous les délégués n'avaient pas compris la même chose ! Et quand au bout de longues négociations il céda du terrain en paroles, ce n'était jamais suivi d'acte. Je peux citer mon propre cas en exemple. Mon mari

ayant été arrêté une seconde fois en août, et son dossier ayant abouti à un OQTF (Ordre de Quitter le Territoire Français), je voulais présenter mon dossier séparément du sien. Lors de négociations, Sissoko, le porte-parole de la CSP 75 a demandé au préfet général du 9ème bureau de la préfecture de Paris, M. Castana, s'il valait mieux, dans mon cas, présenter mon dossier seul ou faire un appel commun avec mon mari. Et Castana a répondu que si mon dossier était bon, c'était parce qu'il reposait sur des bases familiales, et que j'avais mes chances d'obtenir des papiers grâce à la situation de notre couple et de nos enfants. J'ai beaucoup hésité, j'avais peur que l'OQTF de mon mari n'influence mon dossier. Sissoko m'a dit : « le préfet ne peut quand-même pas se contredire lui-même ! ».

La contradiction n'effraye pas la Justice française. Ma régularisation a été refusée, sur la base de l'OQTF de mon mari.



lieu pour unir leurs revendications. Ca nous a donné de l'espoir.

Quels ont été les effets de l'occupation de la Bourse du Travail ?

Tout d'abord, un effet psychologique et moral. Etre face à la Préfecture et aux lois françaises avec un millier d'autres sans-papier, ça donne du courage. A la Bourse du Travail, on discutait beaucoup entre nous de notre situation, des solidarités et des amitiés nouvelles se sont créées. Ensuite, un dépôt aussi massif de dossiers n'aurait pas été possible sans le poids de la CSP 75, qui envoyait souvent des délégations à la préfecture.

Pour un antisexisme lutte de classe



Un article de Cécile Tavan

La crise dont on nous rebat les oreilles aujourd'hui aura bientôt d'importantes conséquences : augmentation du chômage, précarisation... Les populations qui sont déjà les plus fragilisées vont être les plus exposées à l'instabilité du système actuel, et pour payer la crise, il va falloir trouver des boucs émissaires : pour reprendre son souffle, le capitalisme va continuer à nous diviser, comme il l'a toujours fait.

Les chômeurs, les travailleurs précaires, les sans-papier, les homosexuels, les victimes de discriminations raciales seront les premiers à être pointés du doigt et à subir les remous de la crise. Les femmes également, comme toujours, seront en première ligne face à

un système qui pour se remettre de sa chute, aura tout intérêt à les laisser derrière, à les payer toujours moins mais à les exploiter toujours plus.

Le capitalisme, pour exister, a besoin de nous diviser, pour empêcher que les hommes et les femmes, tous ensemble, puissent faire triompher une nouvelle société. Aussi avons-nous besoin de nous unir pour que disparaissent toutes les discriminations.

Le sexisme : une réalité au quotidien

Certains aujourd'hui pensent que la notion de sexisme est dépassée, que les femmes ne subissent pas la discrimination, la violence ou l'exploitation en tant que femmes. Mais malheureusement, les faits nous prouvent que c'est loin d'être le cas : pour ce qu'elles sont, les femmes sont victimes d'actes intolérables dans un monde où nos dirigeants nous disent qu'ils se battent pour la parité et l'égalité des sexes.

Les chiffres sont accablants : le sexisme existe ! Les violences domestiques sont même, selon l'OMS, la première cause de mortalité ou d'atteinte à la santé chez les femmes de 16 à 44 ans, plus que le cancer ou les accidents de la route¹. En France, une femme décède tous les trois jours des suites de violences domestiques². Pour l'année 2004, police et

gendarmerie ont recensé 39 000 actes de violences conjugales, dont 162 décès de femmes (également 25 décès d'hommes, dont, dans la moitié des cas, la cause est que la femme subissait déjà elle-même des violences), et 12 % de viols où la femme a été violée par son conjoint³.

En moyenne, dans le monde, une femme sur cinq sera victime au moins une fois dans sa vie d'un viol ou d'une tentative de viol. Une femme sur trois a été battue, violée, forcée à l'acte sexuel ou abusée au moins une fois dans sa vie. Chaque année, 4 millions de femmes sont vendues pour le mariage, la prostitution ou l'esclavage. 130 millions de femmes dans le monde ont subi des mutilations génitales, et chaque année ce chiffre augmente de deux millions. En Chine, on pratique l'avortement sélectif de genre, car avoir une fille est bien moins considéré et plus difficile que d'éduquer un garçon.⁴

Les femmes subissent des violences et des discriminations à la maison, mais également au travail et sur le plan social. En France en 2004, seul 16,9 % du Sénat est féminin, et on ne compte en 2007 que 18,5 % de femmes députées. Certaines professions restent presque exclusivement féminines, bien que les hommes soient tout aussi aptes à les remplir : en France en 2007, la profession d'agent d'entretien est remplie à 72 % par des femmes. La part des femmes dans les emplois de secrétariat est de 97,9 %, de 98 % dans les emplois d'aide à domicile et d'aide ménagère, et de 99% dans les emplois d'assistants maternels⁵ ! Les femmes subissent la « double journée » : elles travaillent et en plus, sont responsables des tâches domes-





Les violences faites aux femmes :
un argument de vente ?!

tiques. Une femme en France passe 16 heures par semaine à réaliser des travaux domestiques, quand les hommes n'y consacrent que 6 heures par semaine.

Les droits des femmes restent minces et sont chaque jour de plus en plus menacés. Le droit à l'avortement existe peut-être, mais quand les médecins refusent de le pratiquer, quand les jeunes femmes sont pressurisées par des psychologues qui les poussent à renoncer à l'avortement, quels droits ont-elles ? Dans le cas de l'Italie par exemple, on apprend en avril 2008 que 70% des praticiens gynécologues refusent de pratiquer l'interruption de grossesse, et que cette proportion ne cesse d'augmenter. De même, un anesthésiste sur deux se refuse à appliquer la loi italienne 194 concernant l'IVG⁶. Cette loi prévoit un dispositif où il est légal que les médecins soient objecteurs de conscience auprès des femmes demandant l'avortement : les praticiens peuvent influencer le choix que font les femmes enceintes, en toute légalité. En France, nombreux sont les hôpitaux qui refusent de pratiquer l'avortement, tandis que « SOS tout petits », association pro-vie, manifeste en toute impunité devant les cliniques.

Selon Amnesty International, « les femmes et les fillettes subissent des violences de façon disproportionnée, en temps de paix comme en temps de guerre. Ces actes peuvent être le fait de l'État, du groupe social ou de la famille. Elles sont battues, violées, mutilées ou tuées en toute impunité. Cette violence est le résultat direct d'une discrimination sexuelle endémique, que perpétuent de nom-

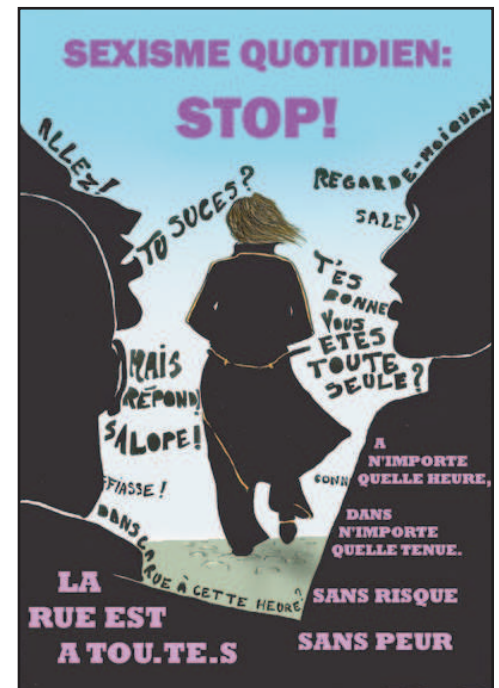
breuses institutions sociales et politiques. L'accès inégal des femmes à l'éducation, à la formation et à l'emploi perpétue un engrenage de pauvreté et d'exclusion. Les femmes qui vivent dans la misère ont toutes les peines du monde à s'extraire des situations de violence, à obtenir une protection et à accéder à la justice. Bien que les États soient tenus de prévenir la violence contre les femmes, cette obligation se heurte souvent au silence et à l'inaction. Les femmes subissent toute leur vie les conséquences insoutenables de l'incapacité des États à créer un environnement non discriminatoire. La violence contre les femmes appauvrit la société sur le plan économique, politique et culturel. Elle restreint le rôle fondamental que les femmes devraient jouer pour le développement de leurs communautés.⁷ »

Lutte de genres et lutte de classes, féminisme et anti-sexisme

En France actuellement, les seuls mouvements qui existent et qui défendent les femmes sont des organisations féministes, comme les Chiennes de Garde (dont fait partie Roselyne Bachelot), ou Ni Putes Ni Soumises (dont l'ancienne présidente, Fadela Amara, est aujourd'hui au gouvernement). Le mouvement anti-sexiste en France est mort, le 8 Mars même cette année était détourné au profit d'une journée pour la libération d'Ingrid Bétancourt !

Ces organisations prônent la prise de pouvoir par les femmes, le règlement des problèmes de sexisme par l'instauration étatique et institutionnelle de l'égalité. Nous, nous prônons l'idée que si le sexisme existe, c'est parce que le capitalisme existe. Ainsi, pour faire tomber les discriminations, notre solution est de défendre la construction d'une autre société, socialiste, dans laquelle les discriminations ne pourront exister. Pour être réellement anti-sexiste, il faut être anticapitaliste, tout comme un anticapitaliste ne peut l'être que s'il est antisexiste.

Notre point de vue repose sur le fait que nous désirons construire une société sans norme et sans barrière, pour les hommes comme pour les femmes, et que ce n'est qu'ensemble que nous pourrions triompher pour parvenir à l'émancipation de l'humanité toute entière. Si les femmes subissent des normes et du sexisme, les hommes pour autant sont également les victimes de l'exploitation du capitalisme : on leur inculque qu'ils doivent ramener de l'argent dans leur foyer, et ils se privent ainsi de leur vie de famille avec leurs enfants qui est tout aussi épanouissante pour eux que pour les femmes, on leur inculque qu'ils doivent faire de nombreuses conquêtes sexuelles pour être « des vrais hommes », mais y croient-ils vraiment ?



Nous sommes tous victimes du conditionnement que nous impose cette société, et c'est ensemble, dans la lutte de classes, et non dans la lutte de genres seule que nous parviendrons à imposer nos choix de vie et de société.

1. <http://www.amnesty.ch/fr/campagnes/halte-violence/quelques-statistiques-sur-la-violence-contre-les-femmes>
2. Etude nationale sur les décès au sein du couple - bilan des neuf premiers mois de 2006 - Ministère de l'Intérieur
3. Observatoire national de la délinquance - Eléments de mesure des violences conjugales - 2006
4. <http://www.amnesty.ch/fr/campagnes/halte-violence/quelques-statistiques-sur-la-violence-contre-les-femmes>
5. Rapport sur l'égalité hommes-femmes 2007, http://www.travail-solidarite.gouv.fr/IMG/pdf/20073_Chiffres_cles_07_BD-4.pdf
6. Rapport du ministère italien de la Santé 2008
7. <http://thereport.amnesty.org/fra/global-themes/stop-violence-against-women>

Crise et récession :

Allons-nous revivre les années trente ?

Un article de John Mullen

Les années 1920, c'était « les années folles ». Jamais encore la croissance n'avait été aussi forte: aux Etats-Unis la production d'automobiles fut multipliée par 2,5, et celle de réfrigérateurs par près de 10. En 1927 une Ford T se montait 4 fois plus vite qu'en 1923 et son prix était passé de 1500 dollars à 600 dollars. Des biens de consommation jusque là réservés aux plus riches commençaient à se diffuser. Le président américain Calvin Coolidge prédit au début de 1929 une prospérité grandissante et toujours mieux partagée de l'ensemble de la population.

Certes la guerre n'était pas oubliée, notamment en Europe. Les millions de mutilés de guerre, les millions de veuves et d'orphelins viennent constamment rappeler l'horreur de la guerre. Mais chacun était convaincu que jamais les hommes ne revivraient une telle barbarie.

La croissance ne profita pas à tous de la même manière. Mais une grande partie de la population espère que, si la vie était encore dure, ses enfants profiteraient énormément de cette prospérité économique. La radio, l'électricité, le gramophone, n'étaient plus réservés aux riches. Le Jazz et le cinéma vivaient leur âge d'or. En France, la Samaritaine construisit un deuxième magasin géant pour les classes moyennes grandissantes et on commençait à construire des logements sociaux en grand nombre. Le premier ministre promettait la fin définitive de « la politique de l'austérité ».

Krach !

Un boom immobilier et de grands profits spéculatifs caractérisèrent la fin des années 1920 ; mais la rentabilité pour les patrons de l'économie réelle était insuffisante. La production industrielle avait déjà commencé à décliner début 1929 presque partout. Dans le monde de la finance des milliards de dollars migraient ici-là, tandis que les gouvernements essayaient désespérément de sta-

biliser leur monnaie. La bourse de New York s'effondra le 24 octobre 1929. Ce fut le « jeudi noir ».

Le 13 novembre les actions avaient déjà perdu plus de 50% de leur valeur. C'était la plus grave crise de l'histoire du capitalisme. Le krach entraîna la faillite des banques et par contrecoup celle de milliers d'entreprises, de centaines de milliers d'agriculteurs. De 1929 à 1933 le PNB américain chuta d'un tiers, l'investissement privé chuta de 90%, le revenu réel des travailleurs fut amputé de deux tiers. En 1933 plus de 13 millions d'Américains étaient au chômage, des bidonvilles apparaissaient autour des grandes villes américaines où des millions de familles ne pouvaient plus compter que sur la soupe populaire pour se nourrir.

Les pays européens furent frappés par le retrait des capitaux américains tandis que les pays pauvres furent durement touchés par la chute des cours des matières premières.

En France la production industrielle tomba de près d'un tiers, le chômage monte en flèche, et la majorité des chômeurs n'avaient pas droit aux allocations. Le racisme contre les immigrés italiens, polonais, russes, arrivés dans les années 1920, et contre les Juifs, se durcit aussi. Des marches de la faim partirent de Saint Nazaire ou de Lille sous le slogan « du pain et du travail ».

L'Etat à la rescousse – Hitler et Roosevelt -

Contrairement à aujourd'hui, les gouvernements de l'époque, convaincus que le jeu normal du marché réglerait les déséquilibres tout seul, intervinrent peu au début de la crise. Pour les employeurs, le chômage de masse n'avait pas que des inconvénients, et les entreprises en faillite furent achetées pas cher par les survivantes.

Mais la grande dépression allait mettre l'Etat au centre de l'économie pour toujours. Déjà en Union Soviétique, l'Etat contrôlait toute l'économie. L'occident allait en partie suivre l'exemple. Bien qu'ayant un sens politique tout à fait différent, le New Deal de Roosevelt et l'« ordre nouveau » de Hitler représentaient tous les deux une intervention étatique à un niveau jamais connu auparavant.

Entre temps, en Allemagne, un million de petits commerçants ruinés formèrent la base du mouvement nazi qui voulait écraser toute organisation des travailleurs par la terreur et la violence de rue, soudant son mouvement dans la haine antisémite. Après avoir beaucoup hésité, les grands patrons choisirent de soutenir les nazis, malgré les risques pour eux. Hitler, parvenu au pouvoir, interdit toute organisation indépendante des nazis. Des dizaines de milliers de communistes, socialistes et syndicalistes, furent jetés dans les camps. Après avoir abaissé les salaires par l'interdiction des syndicats libres, le gouvernement hitlérien utilisa l'intervention étatique massive pour réduire le chômage. Des travaux publics massifs, autoroutes, ponts etc. fournissaient du travail pour les hommes, et les femmes étaient payées pour quitter leur emploi et retourner au foyer.

Aux États-Unis Roosevelt introduisit son New Deal. Plus de trois milliards de dollars furent dépensés en travaux publics, comme la construction de routes, d'écoles, d'hôpitaux et d'énormes projets



Années 30, le chômage de masse s'installe



Grèves : Mai-Juin 1936, les usines sont occupées par les travailleurs
Une révolution manquée

hydro-électriques. Des camps de travail militarisés embauchaient près de deux millions de jeunes chômeurs qui s'occupaient du reboisement et de lutte contre les inondations.

Ces interventions étatiques eurent un effet limité. Le premier New Deal de Roosevelt laissait quand même le chômage au dessus de 24% de la population active. En Allemagne aussi, le chômage baissait peu.

Mais en 1935, le tournant en Allemagne vers un réarmement massif relança l'économie. L'industrie des armements a l'avantage, pour l'économie, de créer des emplois et utiliser des capitaux sans devoir chercher des consommateurs parmi les salariés. Aux USA aussi on investissait des milliards en navires et avions de guerre. Plus de 50 aéroports militaires nouveaux furent construits. Roosevelt mit la planification étatique au centre de l'économie, et elle fut acceptée par les capitalistes paniqués qui avaient jusque là dénoncé toute intervention de l'État. Mais c'est seulement la deuxième guerre mondiale qui sortira durablement l'économie mondiale de la récession.

Crise en France

La France subit les effets de la crise économique à partir de 1931. La lutte des classes s'accéléra. La gauche de la SFIO (l'équivalent du PS d'aujourd'hui) appelait à l'investissement pour les besoins sociaux. « Construire des casernes ? Non. Construire des écoles,

des hôpitaux, des maisons ouvrières ! » écrivaient-ils. « Construire des lignes stratégiques ? Non ! Créer des services d'autocars pour les communes déshéritées ! » Le Parti Communiste était très puissant, mais de 1928 à 1935, suivant les instructions de Staline, il rejetait toute unité avec les militants de la SFIO, qu'il dénonçait comme des « sociaux-fascistes ». Les travailleurs payeront cher cette erreur.

L'Action Française et les autres ligues fascistes croissaient rapidement, les Jeunesses Patriotes revendiquaient cent mille membres. Elles exigeaient la fin du régime parlementaire et une « solution autoritaire ». Le 6 février 1934, Place de la Concorde à Paris, les ligues manifestèrent. L'émeute fit 15 morts et 1 500 blessés. Contre cette tentative de coup d'état fasciste, les syndicats et la gauche appelèrent à une grève générale et des manifestations de masse le 12 février. La SFIO et le PCF voulaient manifester séparément, mais dans la rue les deux cortèges s'unirent scandant « Unité, unité ! ». La détermination du mouvement fort de ses quatre millions de grévistes écarta la menace fasciste.

Leçons

Mais la grande dépression n'était pas seulement une période de souffrance pour les travailleurs. Ce fut aussi un moment où les horreurs du capitalisme

poussèrent des millions de gens à se battre.

A Minneapolis aux Etats-Unis, en 1934, les camionneurs syndiqués menèrent des batailles de rue face à la police et leurs sbires. La grève fut victorieuse et la syndicalisation des camionneurs fit un grand bond en avant. Aux USA le nombre de syndiqués passa de 2,7 millions en 1933 à 7 millions en 1937, le nombre de grèves s'accrut de 1 856 en 1934 à 4,740 en 1937. En Espagne, les travailleurs prirent le pouvoir en Catalogne face au soulèvement de Franco. En France en 1934 la grève antifasciste ouvrit la voie aux occupations d'usine de 1936, qui arrachèrent des réformes importantes telles que le samedi chômé et les premiers congés payés.

Mais malgré cette politisation et tous ces signes de combativité les années trente se sont terminées par une guerre mondiale entre les puissances impérialistes. Ce fut le prix à payer pour la défaite du mouvement révolutionnaire international inauguré par la prise du pouvoir par les travailleurs en Russie – une défaite dont la clé était l'échec de la révolution allemande et la victoire d'Hitler.

La prochaine dépression sera différente de la dernière. L'intervention massive de l'État est automatique aujourd'hui, et le capitalisme a su mettre en place des mécanismes qui ralentissent la crise, comme les allocations chômage. Mais ils n'ont pas de solution sauf de nous faire payer.



Quand Wall Street fait la manche

Un article d'Otman Fekar

A suivre l'actualité, on croirait que la crise n'a lieu que depuis septembre. Or elle a commencé dès le mois de mars 2007 aux Etats Unis. Et depuis, le mois d'août 2007, le monde entier est rentré dans une spirale économique dépressive.

Ces derniers mois ont vu une accélération de la crise financière issue des « subprime ». Toutes les places boursières mondiales s'effondrent, et les banques sont mises en difficultés. A un point telle que les Etats sont appelés à leur secours pour éviter la banqueroute qui entrainerai un effet domino, c'est à dire des faillites en cascades.

De prêt foireux en prêt bidon, on ne sait toujours pas où s'arrêtera la crise. Aujourd'hui, beaucoup propose une refonte totale du système, tout en gardant les principes du capitalisme. Les économistes qui n'ont rien pu prévoir à part que la bourse monte, quand elle monte; qu'elle baisse, quand elle baisse; s'accuse les uns les autres.

Mais une chose est sûr. C'est qu'ils ne changeront rien, ni sur la forme, et encore moins sur le fond.

Quand des Etats font faillites

Cette crise nous montre la fragilité de bon nombre d'Etats, et pas forcément ceux du Sud. En Europe, l'Islande a été le premier pays touché. Ses banques ont une par une été mise en difficulté, avant de passer sous le giron de l'état islandais. Cependant, la dette des banques islandaises est faramineuse. A elles seules, elles ont couté 74 milliards de \$ aux islandais. Et ce n'est pas fini.

15% d'inflation, une monnaie dévalué de 60% de sa valeur, un pays obligé de faire la manche au monde entier afin de pouvoir boucler son budget, voici la triste réalité de ce pays. La Russie lui a accordé un prêt de 4 milliards de \$, le FMI 2 milliards de \$.

L'Islande est le pays qui peut faire plonger une partie de l'Europe de l'Ouest. Avec des avoirs détenus pas les danois en particulier, la faillite des banques islandaises risque de faire un effet domino. Elle a déjà touché les clients de banques islandaise des Pays Bas et du Royaume Uni qui ont vu leurs comptes bancaires gelés.



Mais il y a aussi l'Est de l'Europe. La Hongrie, par exemple, c'est vu accordé un prêt de 5 milliards d'€ afin d'éviter tout risque systémique. En comparant l'économie hongroise et américaine, ce prêt est proportionnel au plan Paulson de 700 milliards de \$ pour les Etats Unis.

Le risque de défaut de paiement des pays de l'Est et des Balkans est que leur effondrement entrainera celui des banques Autrichiennes, Italiennes, Grecques, Suédoises (à travers les pays Baltes – Lettonie, Lituanie, Estonie) et Suisses! Ce qui n'est pas rien.

Bien sûr, les gouvernements ne laisseront pas un scénario de la sorte se réalisé, du moins, ils essayeront. Cependant, au bout d'un moment, on risque un effondrement global. Les états ne pouvant plus soutenir leurs monnaies, des pays avec une dette extrême perdront toute possibilité de se refinancer. Difficile de prévoir un avenir pour ce système.

Des géants s'effondrent

Cette crise montre aussi la fragilité structurelle des Etats-Unis. On peut prendre l'exemple des Big Three, c'est à dire General Motors, Ford et Chrysler. Ces trois constructeurs automobiles mythiques, symbole même des Etats-Unis, sont sur le point de disparaître. Avec la crise du crédit,

ces entreprises ont un manque flagrant de liquidité. Pour GM, premier constructeur mondial, on estime qu'il risque de pas passer l'année 2008. Son cour à la bourse de New York a atteint un plus bas niveau depuis plus de 55 ans. L'action vaut maintenant 3 misérable dollars. Le risque d'une faillite des trois est de mettre un million de personne au chômage selon Paul Krugman. Chose qui aurait des conséquences terrible pour les américains.

Tout les secteurs sont touchés. General Electric, conglomérat américain a vu sa dette garantie par l'Etat fédéral. Le Darty américain, Circuit City, vient de faire faillite. Et j'en passe.

Tout ces exemples illustres le fait que la crise a bien atteint l'économie réelle, comme les "économistes" aiment à le rappeler. La vraie vie en faite.

Pour rappel, les familles américaines continue par centaine de milliers à être chassé de leur maison. Près de 2 000 000 saisie immobilières ont eu lieu lors des six premiers mois de l'année 2008. L'hiver approche, et ce n'est malheureusement pas fini.

« Les caisses sont vides »©

Une phrase que l'on entend régulièrement. Ne demandez pas tout à l'Etat, car il ne peut pas tout faire, tout résoudre. Même Barack Obama l'affirme... Sauf quand il s'agit des banquiers.

Depuis le mois de septembre, on assiste à un déferlement de chiffre. 700 milliards pour le plan Paulson (du nom du secrétaire au trésor américain), un autre, au niveau européen qui correspond à 1700 milliards de dollars (dont 360 pour la France)! Sans compter le plan de relance américain de 180 milliards de dollars voté en février dernier, le plan à 400 milliards de la Chine pour relancer la consommation intérieure, un autre de 200 milliards pour le Japon.



Bush et Sarkozy, au G20 à Washington
Regardez, comme ils s'amuse !

Avec en plus, le sauvetage des banques ou des compagnies d'assurances : AIG coûte 160 milliards au contribuable américain, les sauvetages en Europe de Dexia (3mds d'€), de Fortis (12 mds d'€), de RBS, etc... (liste non exhaustives).

Dernier exemple en date, l'Espagne. Ce pays vient de connaître la récession, une première depuis 1993. L'OCDE, face à cet état de fait, a sa vision des choses pour retrouver la croissance. Je cite : « L'OCDE préconise que l'Espagne diminue la protection des salariés ayant un contrat à durée indéterminée, limite la hausse des salaires, diminue la réglementation dans le secteur des caisses d'épargne, développe le logement locatif, améliore la concurrence dans certains secteurs, et accroisse l'autonomie des établissements scolaires. ». (AFP, 19/11/08) Sans commentaire.

Ces chiffres et ces propositions se suffisent à eux même. Quand il s'agit de trouver de l'argent pour les banques, il n'y a pas de problème. Par contre, pour des choses plus futiles comme par exemple, stopper la faim dans le monde, annuler la dette des pays du Sud, il n'y a plus grand monde... Personne en fait.

Le G20 de l'inutilité

Le nouveau Bretton Wood arrive. Grâce à lui, tout ira mieux et plus jamais il n'y aura de crise.

Petit retour historique : « En 1944, au sortir de la deuxième guerre mondiale, les grandes puissances se réunirent aux Etats-Unis, à dans le New Hampshire. Toutes étaient exsangues, à l'exception de la nation hôte qui avait le bonheur de ne pas avoir

connu la guerre sur son sol. Un accord fut conclu : le dollar serait ancré à l'or par une parité fixe, à trente-cinq dollars pour une once d'or. Les autres monnaies seraient liées à l'étalon-or par le truchement de leur taux de change par rapport au dollar. ». Pour faire simple.

Ce week end c'est donc tenu une réunion des huit pays les plus industrialisés, avec les pays émergents. Ca devait être THE week end. Celui du Bretton Wood II. Avec refonte global du système, promis, juré cela n'arrivera plus. Même par Sarkozy...

Au lieu d'une valse de bonne intention hypocrite, on a eu droit à ceci : « Les dirigeants se sont mis d'accord sur le fait que les réformes nécessaires ne connaîtraient de succès que si elles sont fondées sur les principes du libre-marché, incluant l'état de droit, le respect de la propriété privée, le commerce et l'investissement libres, l'existence de marchés concurrentiels et de systèmes financiers efficaces et régulés de manière efficiente. ». On peut leur reconnaître une chose. Ils nous disent la vérité, lorsqu'ils affirment qu'ils ne veulent rien changer.

Et comme le système capitaliste est en crise, que propose ces chefs d'Etats en parallèle de ce sommet? Tout simplement d'accélérer la conclusion du cycle de Doha, qui instaure dans les états membre de l'OMC (dirigé aussi par un socialiste français, Pascal Lamy) la libéralisation des échanges.

La refonte, moralisation, modernisation (rayer la/les mentions inutiles) du capitalisme peut attendre, cependant, l'accélération de la casse du service public non! On assiste aujourd'hui à la mise en place d'un capitalisme total, pas à autre chose.

La crise, mais quel crise?

Depuis la fin des années 80, la crise revient sur le devant de la scène. Entre les faillites des caisses d'épargnes américaines en 1987, la crise de l'immobilier japonais en 1990, la récession en Europe en 1992, la faillite de la Russie et celle du hedge fund LTCM (fonctionnait avec l'effet de levier, c'est à dire que pour un capital de 5 milliards de dollars, il avait réussi à prendre des positions pour 1200 milliards de dollars. Quand on vous dit que le système est

fou...), celle des pays d'Asie du Sud Est (Thaïlande, Taiwan, Corée du Sud, Indonésie, Hong Kong, ...), à la faillite de l'Argentine en 2001 et d'autre pays d'Amérique Latine, la chute d'Enron, et enfin aujourd'hui les « subprimes ».

Le système capitaliste navigue de crise en crise, de façon accéléré. Et perd de plus en plus la tête.

50 milliards de dollars suffiraient à mettre un terme au problème de la faim dans le monde, cependant, les pays occidentaux préfèrent réduire les subventions accordés aux ONG et à l'aide au développement.

Ce système est d'un cynisme sans limite. Lorsque le pétrole disparaîtra, on roulera aux biocarburants. Rouler ou manger, il faudra choisir. Enfin, le choix est déjà fait...

Touche le fond mais creuse encore

On ne sait pas où cette crise s'arrêtera. Chaque mois, chaque semaine, aura son lot d'évènement. Elle s'inscrit dans le temps long que l'on ne peut que suivre comme on le fait aujourd'hui. Mais les changements, car il y en aura, seront profond. Aussi bien au niveau économique que géopolitique. Par exemple, voir comment la Chine, qui se rapproche de plus en plus de Taiwan, s'affirmera sur la scène asiatique au détriment des Etats Unis, et sur la scène mondiale.

Cette crise montre les limites du capitalisme. Tout le monde se plaît à comparer cette crise à celle de 1929. On sait les conséquences que cela a eu sur le monde. A nous d'éviter que cela se reproduise.

1. LTCM fonctionnait avec l'effet de levier, c'est à dire que pour un capital de 5 milliards de dollars, il avait réussi à prendre des positions pour 1200 milliards de dollars. Quand on vous dit que le système est fou.

IDENTITÉ NATIONALE à Vichy !

Un article de Marie Geaughey

Le 3 et 4 novembre, les 27 ministres européens de l'Intérieur et de la Justice se sont réunis pour un sommet sur l'immigration, sur le contrôle des flux des immigrés et sur l'application de la « directive retour ». Le lieu de rencontre des ministres européens était l'opéra de Vichy... là où fût votée la fin de la IIIème république et le régime de collaboration avec les nazis. Un choix de bon goût !

On n'avait pas besoin de cela pour établir des parallèles entre la politique raciste en vigueur actuellement, et celle des collabos par le passé. Celle-ci est résumée par l'historien M. Rajsflug, : « Le 22 juillet 1940, c'est une loi portant sur la révision des naturalisations qui est promulguée. Le 27 septembre, une loi relative à la « situation des étrangers en sur-nombre dans l'économie française » est promulguée »¹. En 1991, Giscard d'Estaing déclare : « nous devons revenir à la conception traditionnelle de la nationalité française : celle du droit du sang ». Des arguments économiques (erronés) justifient les expulsions, les camps de rétention administrative qui

« retiennent » également des enfants depuis 2005.

Attention cependant à ne pas exprimer ce parallèle à voix haute. Romain Dunand et Simone Levasseur, deux militants RESF, ont été condamnés pour « outrage au président de la république et au préfet » pour cela. La répression de l'expression s'est également bien portée lors de ce sommet. Sur plusieurs milliers de manifestants, seuls quelques centaines sont parvenus à Vichy : les trains bloqués, des bus contrôlés 3 fois... Sur place, les flics ont gazé, lancé des grenades, frappé à coups de flash-ball l'ensemble des manifestants (et au passage, la population vichyssoise). 8 personnes ont déjà été condamnées.

Une politique raciste qui ne date pas d'hier.

Depuis 1974, le gouvernement français a choisi de restreindre l'immigration ; depuis cette date, une population de " sans-papier " se développe en France.



Les gouvernements français successifs ont opté pour une « solution » pour le moins choquante : la « rétention administrative », la prison pour des étrangers innocents, est légalisée en 1984. En 2003, le ministre de l'intérieur, Nicolas Sarkozy, fixe des quotas d'expulsions, d'abord 15 000, aujourd'hui 25 000.

Cette politique d'expulsions s'accompagne d'une « immigration choisie », dont le principe a été explicitement exprimé par Roseline Bachelot : « il faut avoir le courage de dire que nous allons nous livrer à une démarche néocolonialiste. Après avoir pillé le tiers monde de ses matières premières, nous nous apprêtons à le piller de ce qui sera la source de richesses du troisième millénaire : l'intelligence ». Au final, les immigrés sont triés à l'entrée : les « cerveaux » servent à rendre florissante l'économie des pays déjà riches, les autres sont privés de tous droits, soumis à l'exploitation sans limite du patronat, dans la peur d'être attrapés par la police.

Le principe de l'abolition des contrôles aux frontières européennes, pour les renforcer sur les frontières extérieures, l'harmonisation des politiques des différents États européens entre-eux, l'adoption de la « directive du retour », l'Europe de Vichy, c'est une Europe blanche.





Sifflons en chœur la Marseillaise



Récemment, la ministre de la jeunesse et des sports, Roselyne Bachelot, a demandé à ce qu'un match soit arrêté si la Marseillaise est sifflée. Le parquet de Bobigny a ouvert une enquête préliminaire mercredi 14 octobre, au lendemain des sifflets qui ont accueilli la Marseillaise au début du match amical France-Tunisie. La Brigade de répression de la délinquance contre la personne est saisie pour «outrages à l'hymne national», un délit passible de 6 mois de prison et 7.500 euros d'amende lorsqu'il est commis en réunion.

Cela fait des années que l'hymne nationale est sifflée au cours des matchs France-Tunisie, France-Algérie,

France-Maroc, etc, par des jeunes qui évoquent l'« humiliation » que la France leur fait subir depuis plusieurs siècles.

Oser parler d'outrage à l'hymne national, quand cet « outrage » est la réponse à celui de la colonisation, cela revient à nier la catastrophe que fut cette colonisation.

Etre fier de son hymne, c'est être nationaliste. Et si c'était progressiste en 1789, aujourd'hui c'est cautionner cette division des peuples qui a permis la colonisation, qui permet une exploitation économique féroce des pays du Sud par les pays du nord, et celles des populations immigrées.

Au nom de l'internationalisme, ce sont tous les progressistes qui doivent siffler et huer la Marseillaise.

Jörg Haider :

nécrologie d'un nazi



Article de Pierre Eyben

L'homme qui s'est tué en roulant à une vitesse excessive dans sa voiture de luxe était un dirigeant politique raciste et xénophobe, fils d'un nazi de la première heure et lui-même président d'un parti, le FPÖ, fondé par d'anciens nazis.

En 1991, Haider fit l'éloge de la politique de l'emploi du IIIe Reich. En 1995, il récidiva en qualifiant la Waffen-SS de "partie de l'armée allemande à laquelle il faut rendre honneur". Il déclara au Parlement de Vienne que les camps de concentration nazis n'étaient que des "camps disciplinaires".

Jörg Haider aura été un symbole de la résurgence de l'extrême droite que connaît toute l'Europe. Il y eut en 1984 l'arrivée du Front national de Jean-Marie Le Pen au Parlement européen, puis l'Allemagne avec les Republikaners, la Belgique avec le Vlaams Block (1989), la Russie avec le Parti libéral-démocrate (1993), l'Italie où cinq ministres néo-fascistes entrèrent au gouvernement de Silvio Berlusconi (1994), la Norvège avec la percée du Parti du progrès (1997), l'Autriche avec l'entrée du FPÖ de Haider au gouvernement (2000), le Danemark avec le retour du Parti du peuple (en 2001) ou encore les Pays-Bas avec le succès de la liste Pim Fortuyn (2002).

Ces dernières années, Haider, comme d'autres leaders néo-nazis, avait policé son discours mais il n'avait rien renié de son passé ni de ses pratiques xénophobes. Ainsi, il s'était encore fait admonester la semaine dernière par le Haut commissariat aux réfugiés (HCR) pour avoir exilé des demandeurs d'asile dans un centre isolé au milieu des alpages.

Il est révélateur et révoltant d'entendre le président de la République autrichienne, le social-démocrate (SPÖ) Heinz Fischer, saluer la mémoire « d'un homme politique de grand talent capable de soulever l'enthousiasme (...) ». Ce crachat à la figure de toutes les victimes du nazisme constitue un nouvel exemple de la lamentable guenille idéologique qu'est aujourd'hui devenue la Sociale Démocratie.

USA : Vers des lendemains qui déchantent

Un article de Catherine Curran

En matière de politique étrangère comme de politique domestique, Barack Obama a été élu sur un programme de changement. En fait, c'est surtout sur la question de la guerre en Irak qu'il a pu se démarquer des Républicains. Car même si l'administration de Bush a déclaré que la situation était en voie de se stabiliser, seulement 53% des Américains croient que les États-Unis vont réussir en Irak. Seulement 48% des sondés pensent que la guerre va « plutôt bien ». Les Républicains paient surtout leur arrogance et leur mépris pour les électeurs. Un exemple : le présentateur de l'émission télé Good Morning America confronte le Vice-Président Dick Cheney avec les statistiques : deux-tiers des Américains pensent que la guerre ne vaut pas la peine d'être poursuivie. Cheney répond « et alors ? ».

Il est clair que le public américain attend beaucoup de choses de la part de Barack Obama. Mais le nouveau président subira fatalement la pression des lobbies et des grandes corporations qui ont sponsorisé sa campagne.

LE PROJET D'OBAMA EST BASÉ SUR LES PRINCIPES SUIVANTS :

- Retirer les troupes américaines d'Irak en 16 mois, et n'y laisser que les commandos spécialisés dans la traque d'Al Quaida.

• Envoyer plus de troupes en Afghanistan (deux brigades) et exiger des Européens un engagement militaire plus fort.

• Engager des négociations sans préalable avec l'Iran.

• Remettre à plat le projets de défense anti-missiles en Europe, évaluer leur efficacité réelle et négocier avec les Russes.

• Investir deux milliards de dollars dans l'éducation au Pakistan afin de concurrencer les madrasas.

• Fermer Guantanamo.

Mais le premier acte du président a été de nommer Rahm Emanuel comme secrétaire général à la Maison Blanche. Surnommé Rambo pour son comportement agressif, Emanuel est fils d'un militant sioniste et est lui-même très proche d'Israël. Déjà, il y a des dérapages. Emanuel vient de s'excuser pour des remarques faites par son père, Benjamin Emanuel, qui a affirmé le 6 novembre, que la nomination de son fils était bonne pour Israël : « Bien sûr qu'il va influencer le président pour qu'il soit pro-israélien (...) Pourquoi ne le ferait-il pas ? Qu'est-ce qu'il y a, il est arabe ? Il ne va pas balayer les parquets de la Maison-Blanche ! »¹.

Rahm Emanuel a du téléphoner pour s'excuser auprès de la direction de l'association de défense des droits des arabes, l'American-Arab Anti Discrimination Committee (ADC). Cette association avait protesté contre ces « propos diffamatoires inacceptables » dans une lettre à Emanuel et à Barack Obama². Emanuel fils a du s'excuser, mais sa politique ne diffère guère

de celle de son père : en 2006 il a attaqué l'administration Bush... pour avoir autorisé une compagnie Arabe à gérer les ports américains.

Si la campagne Obama avait affirmé vouloir se concentrer plus sur les problèmes du Moyen Orient, la nomination de Emanuel est une véritable douche froide pour les pays arabes. Mais il y en a d'autres qui risquent aussi d'être déçus, une fois l'euphorie de la victoire passée.

En ce qui concerne la fermeture de Guantanamo, ce qui serait une bonne chose, l'équipe Obama propose de juger les détenus aux États-Unis. Mais si certains détenus seront libérés ou jugés devant les tribunaux américains, une troisième catégorie de prisonniers, dont ceux dont les cas sont liés à des informations « hautement confidentielles » pourraient être déférés devant un nouveau type de tribunal créé spécialement pour gérer les affaires sensibles touchant à la sécurité nationale.

1. quotidien populaire israélien Maariv
2. Le Figaro, 14/11/2008
3. Al-Oufok, mardi 11 novembre 2008



Selon Jonathan Hafetz, avocat de l'Union des libertés civiles américaines (ACLU), qui représente les détenus « créer un nouveau système alternatif de tribunal en réponse à l'échec abject de Guantanamo serait une erreur profonde »... « Nous n'avons pas besoin 'un nouveau système de tribunal »³.

Poursuivre l'élargissement de l'OTAN.

Le site de la campagne Obama-Biden affirme qu'ils souhaitent poursuivre l'élargissement de l'OTAN et sa transformation en partenariat militaire destiné à intervenir partout dans le monde. Obama et Biden vont mettre la pression sur les alliés européens pour qu'ils soutiennent militairement l'occupation de l'Afghanistan, en envoyant plus de soldats.

L'Europe sera aussi mise à contribution dans l'isolement de l'Iran. Au mois de mai 2007 Obama a proposé un projet de loi pour isoler davantage l'Iran sur le plan économique et politique. Face à « la menace nucléaire iranienne », Obama propose d'élargir le programme de bases missiles américaines en Europe.

Obama a également annoncé qu'il n'hésiterait pas à bombarder les zones tribales pakistanaïses sans l'accord d'Islamabad pour y débusquer des terroristes.

Pax Americana

Obama a affirmé sa mission de promouvoir une Pax Americana globale devant le Chicago Council on Global Affairs, le 23 avril 2007. Il a décalé « un président

américain ne devrait jamais hésiter à utiliser la force, même de manière unilatérale, pour protéger nos intérêts vitaux quand nous sommes attaqués ou sous le coup d'une menace imminente ». Cela ne diffère guère de la doctrine Bush, qui garantit le droit de frapper dès que les intérêts américains sont menacés – la fameuse guerre préventive. Comme Bush, Obama croit que les États-Unis doivent rester numéro un parmi les nations, même s'il emploie des méthodes plus consensuelles pour y parvenir :

« Je crois toujours que l'Amérique est le dernier et le meilleur espoir de la planète. Il faut simplement montrer au monde pourquoi. Le président actuel (Bush) occupe la Maison-Blanche, mais pendant ces six dernières années le poste de « leader du monde libre » est resté vacant. Il est temps de l'occuper ».

Ce discours fut vivement salué par le néo-conservateur Robert Kagan dans un article publié dans le Washington Post le 29 avril 2007 intitulé « Obama l'interventionniste ».

Finalement, Obama est soutenu et se fait conseiller par les « grands spécialistes

de géopolitique » dont les conseillers stratégiques des deux derniers présidents démocrates : Zbigniew Brzezinski, de Jimmy Carter et Anthony Lake, de Bill Clinton. Obama a aussi cherché des conseils auprès de Colin Powell, apologiste de Bush lors de l'invasion d'Irak et dénonciateur des fameuses « armes de destruction massives ».

Aujourd'hui Hilary Clinton est annoncée comme future chef de la diplomatie internationale d'Obama. Voici quelqu'un qui a soutenu la guerre d'Irak depuis le début (même si elle a affirmé le contraire lors de la campagne électorale). Lors de l'invasion de 2003, affirmait que l'Irak avait un programme d'armes nucléaires. Elle affirmait aussi que l'Irak avait reconstitué ses armes chimiques. Elle a également insisté sur le fait que Saddam avait fourni de l'aide à Al-Qaïda.

Donc il y aura plus de continuité que de rupture. Sauf que les millions d'américains de la classe ouvrière qui ont voté Obama seront terriblement déçus. Au cours de la campagne Obama, ces gens se sont mobilisés de manière exceptionnelle afin d'assurer l'élection du candidat pour le changement. Si rien ne change, ils risquent de se mobiliser à nouveau. S'il n'y a pas de rupture sur le plan de la politique guerrière des États-Unis, des milliers de gens peuvent être amenés à rompre avec Obama et le Parti Démocrate.



IRAK

L'occupation n'est pas prête de s'arrêter

Un article de Simon Assaf*



L'accord sur le statut des forces américaines signé le 15 novembre par le conseil des ministres irakien, qui prévoit un calendrier pour le retrait des troupes de combat américaines hors des villes pour juin 2009, et de l'ensemble du pays en décembre 2011, est présenté comme une fin honorable à une guerre mal-menée.

Mais cet accord n'arrêtera pas l'occupation.

En signant cet accord, le gouvernement irakien accorde un mandat aux troupes américaines de dix ans pour « garantir la sécurité de l'Irak » en cas de guerre, de coup d'état, de rébellion ou de révolution. Les USA gardent le droit de maintenir 50 bases militaires, de stocker du matériel militaire, de contrôler l'espace aérien irakien, de faire mouiller les bateaux militaires américains dans les eaux territoriales irakiennes, et de continuer sa « supervision » des ministères de l'intérieur et de la défense. Les militaires garderont aussi le droit d'arrêter tout irakien « nuisant aux intérêts américains ».

Les USA ont fait de petites concessions sur les poursuites de soldats et de citoyens américains qui violeraient les lois irakiennes hors de leur service opérationnel. Mais ceci encore dépen-

dra de l'accord de l'état-major américain qui pourra opposer son veto à d'éventuelles poursuites.

STOP THE WAR!



Le calendrier du retrait des troupes américaines pourra aussi être changé si les USA ou le gouvernement irakien considèrent que la « situation sur le terrain » a changé.

L'opposition à cet accord a menacé de casser le marché. Mais le gouvernement irakien a capitulé face aux menaces contre le pays, notamment les menaces de suppression des aides de 50 milliards de \$ et la saisie des avoirs irakiens détenus par les banques améri-

caines.

Le puissant establishment chiite, mené par l' Ayatollah Ali al-Sistani a retiré son opposition à cet accord néo-colonial. Tous les partis irakiens pro-occupation ont aussi donné leur accord.

L'Angleterre attend maintenant la signature d'un accord similaire garantissant son rôle dans le sud du pays.

Face à un gouvernement qui capitule à la seule évocation de la saisie des biens de ses membres, la seule opposition vient du prédicateur dissident Moqtada al-Sadr et de ses partisans. Sadr a dénoncé les accords et appelé à des manifestations vendredi 21 novembre.

Loin de mettre un terme à une occupation illégitime, l'accord laissera les mains libres aux USA pour contrôler totalement le pays et garantir le futur de l'occupation.

Article original publié dans
Socialist Worker n°2128
(www.socialistworker.co.uk)

Traduit de l'anglais par Adrien Nicolas

* Simon Assaf est journaliste libanais en Angleterre, il est membre du Socialist Workers Party de Grande Bretagne.

La « démocratisation » du Moyen Orient fait 8 morts en Syrie

Un article de Farah Kobaissy

Le projet de « démocratisation » du Moyen Orient poursuit son chemin avec succès. Mais cette fois il étend ses effets aux territoires syriens.

Après que la mort soit devenue le « pain » quotidien des irakiens dans l'Irak « libéré », huit personnes ont été tuées en Syrie, le dimanche 27 octobre, lors d'une attaque aérienne américaine sur un site de construction, dans la ville tranquille de Sukaria a la frontière Irako-syrienne. Les victimes sont des travailleurs, un couple marié et un père de 4 enfants.

Washington avance comme justification de son attaque la volonté

de régler le problème de l'entrée de moudjahidines en Irak via la Syrie, organisée par un certain Abu Ghadiya, cible pré-tendue de l'attaque. Il est intéressant de

constater que le cadre conceptuel mobilisé pour justifier ces offensives tourne autour de l'importance de l'attaque, ce qui constitue un changement profond du discours. En effet, depuis longtemps les théoriciens des guerres aux EU nous ont parlé de notions telles que l'« attaque pré-

fois-ci paraît être la plus absurde. Celle du « droit de se défendre ». Cette règle onusienne a été le justificatif du bombardement en Syrie. Cette notion a été appliquée la première fois dans les années 70 lors de l'opération Israélienne de sauvetage des otages à l'aéroport ougandais en 1976 et avec les actions militaires du gouvernement Colombien dans des pays limitrophes contre les Farc.

Cependant, « tout est sous notre contrôle » affirme la porte parole de l'armée américaine en Irak, « nous attendons les résultats des investigations ». En attendant nous aussi les « résultats », il faut qu'on adresse nos félicitations aux responsables de l'armée américaine en Irak. Cette armée n'a pas seulement porté le fardeau de « libérer » les irakiens, mais aussi de les tuer au quotidien.

Et n'a pas oublié d'enquêter sur leur meurtre pour s'assurer qu'ils ont été tués tout en bénéficiant de tous leurs droits humains !



Syrie : Des milliers de personnes manifestent à Damas contre l'attaque américaine qui a fait 8 morts dans un village

ventive » pour légitimer la guerre en Irak, ou encore du « droit d'ingérence » pour justifier les interventions dans tout un nombre d'États, mais celle utilisée cette

Mumia Abu-Jamal est toujours en danger de mort

Un article de Monique Laurié

Journaliste noir américain, Mumia Abu-Jamal a été condamné à mort en 1982 à l'issue d'un procès truqué. Accusé du meurtre d'un policier, il a toujours proclamé son innocence. Il a été condamné à la peine capitale au terme d'un procès raciste dont l'iniquité est internationalement reconnue. Depuis plus d'un quart de siècle, la justice états-unienne refuse de prendre en compte les très nombreux faits et témoignages qui le disculpent. Il est ainsi privé de son droit élémentaire, légal et constitutionnel à défendre son innocence.

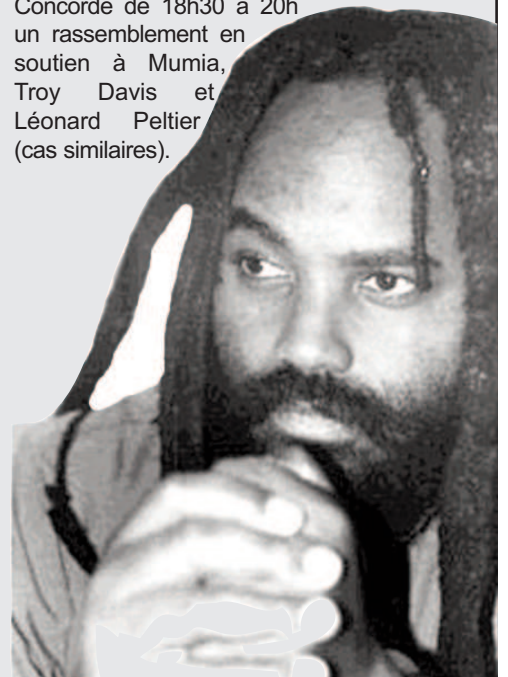
En Mars 2008, une nouvelle fait le tour du monde : la condamnation à mort est levée. Toutefois, la Cour d'Appel Fédérale maintient la condamnation pour meurtre. Autrement dit, elle reconnaît l'iniquité du procès mais refuse tout nouvel examen et condamne Mumia à finir ses jours en prison.

Octobre 2008, le procureur de Philadelphie vient de saisir la Cour Suprême des Etats-Unis pour contester cette décision. La défense doit déposer son mémoire le 19 Décembre. Pour l'avocat, l'objectif est d'obtenir un nouveau procès eu égard au racisme qui a présidé au choix des jurés lors du procès de 1982 (récusation massive des jurés noirs).

"Ce que demande l'accusation, c'est l'annulation pure et simple de la décision d'appel pour que Mumia puisse être exécuté sans même passé par l'obligation d'une décision d'un nouveau jury" a déclaré son avocat Robert R. Ryan. La situation est très préoccupante:

les décisions les plus récentes de la Cour Suprême des Etats-Unis font à l'évidence peu de cas de la vie des hommes. Or, c'est elle qui décidera de la vie ou de la mort de Mumia.

L'heure est à la mobilisation contre tous les dénis de justice et pour l'abolition de la peine de mort aux Etats-Unis et partout dans le monde. Chaque mercredi soir a lieu place de la Concorde de 18h30 à 20h un rassemblement en soutien à Mumia, Troy Davis et Léonard Peltier (cas similaires).



Bolivie : La gauche face à l'extrême droite

Un article de Sebastian Carbonell

La Bolivie est un pays qui a été marqué par de nombreuses crises politiques et sociales au cours de son histoire (le Che Guevara est mort à Vallegrande essayant d'occasionner une nouvelle révolution). Il s'agit de même d'un des pays les plus pauvres d'Amérique Latine avec des indices comparables à ceux d'Afrique en espérance de vie ou IDH. Cependant c'est un pays très riche en ressources naturelles comme les hydrocarbures ou les minéraux: la mine de Potosí est un exemple, elle fut la mine d'argent la plus importante du monde, on l'appelait « la montagne qui mange des hommes » parce que l'espérance de vie d'un homme qui travaillait dans la mine se réduisait à un mois. Ce n'est donc pas un pays pauvre, mais appauvri. Appauvri à cause de centaines d'années d'exploitation esclavagiste, féodale et capitaliste.

Un peuple combattant

Cependant, face à la situation déplorable dans laquelle il vit, le peuple bolivien lutte constamment pour ses droits et pour de meilleures conditions de vie. En 2000 la « guerre de l'eau » a eu lieu, quand le gouvernement néo-libéral de Hugo Banzer a vendu l'entreprise municipale d'eau de Cochabamba à une entreprise transnationale. Une grève générale a paralysé la ville pendant quatre jours pour protester contre la hausse des tarifs. En 2003 commence la « guerre du gaz » quand le président Sanchez de Lozada est renversé par un mouvement de mineurs et de paysans menés par Evo Morales, exigeant la nationalisation des hydrocarbures boliviens et

contre les mesures néo-libérales. Ironiquement, Sanchez de Lozada appartenait au Mouvement Nationaliste Révolutionnaire. En 2005 la « guerre du gaz » continue, le président Carlos Mesa est renversé par un mouvement avec les mêmes revendications.

C'est en 2006 qu'Evo Morales remporte les élections avec 54% des votes pour le parti MAS (mouvement au socialisme), avec la nationalisation des hydrocarbures, l'arrêt de l'éradication de la feuille de coca et la création d'une assemblée constituante comme principales promesses électorales.

Le gouvernement du MAS

Mais qui est Evo Morales? Evo a un passé de luttes syndicales dans la Fédération de paysans producteurs de coca de même qu'il était un des représentants du courant altermondialiste en Amérique Latine, il est aussi d'origine indigène Aymara.

Lorsqu'il est arrivé au pouvoir la droite était affaiblie après une décennie au

pouvoir et l'échec de leurs politiques néo-libérales. Le MAS a donc su canaliser le mécontentement populaire dans le vote pour le président et pour l'assemblée constituante ce qui a fait que les travailleurs se sont démobilisés, donnant du temps à la bourgeoisie de récupérer ses forces. Jusqu'à aujourd'hui la plupart des promesses électorales du MAS n'ont pas été accomplies : expropriation des terres aux latifundiaires, nationalisation du gaz et des mines (il n'y a eu que négociation des concessions avec les entreprises transnationales, avec 51% de capital de l'Etat).

Il y a eu cependant des progrès dans la reconnaissance des peuples indigènes en Bolivie et de leur situation d'exclusion alors qu'ils représentent 60% de la population du pays. D'autre part il y a des grands efforts pour en finir avec l'analphabétisme qui avait un taux très élevé chez les peuples originaires. Mais cette inclusion ne peut aller très loin si les indigènes continuent à être exploités dans les mines, les champs et les usines. De même il y a de la part du gouvernement un rejet de l'impérialisme états-unis et une tentative d'intégration régionale, avec les pays de la même tendance.

En plus de 30 mois de gouvernement, le MAS n'a pas réussi à mener la plupart de ses réformes ou n'a pas cherché à le faire. Pendant ce temps là, la droite s'est renforcée en changeant de stratégie.

Régionalismes et montée de l'extrême-droite

Avec l'instauration d'une





Le dilemme du gouvernement Morales, autour de la lutte contre l'extrême droite

assemblée nationale constituante le gouvernement cherchait à contourner le Congrès (assemblée nationale) où la droite qui était majoritaire. La bourgeoisie a donc cherché à changer de stratégie en centrant ses efforts sur la droite régionaliste dans les provinces de Santa Cruz, Pando et Tarija, elle s'est donc approprié d'anciennes revendications d'autonomie départementale pour mener son projet politique. Il se trouve que ces départements sont les plus riches en ressources naturelles et terres agricoles. Cette nouvelle forme d'opposition s'est regroupée sous le nom de la « demi-lune » du fait que les départements autonomistes se situent à l'est, la région où se concentre la bourgeoisie agro-exportatrice. Santa Cruz est aussi la région de ce qu'on appelle la nation « Camba », ce sont les descendants des colonisateurs espagnols et des latifundiaires créoles. Les préfets autonomistes, agents de la bourgeoisie, revendiquent donc l'identité Camba selon un critère culturel mais aussi racial, ils veulent se démarquer de la population indigène qui est selon eux plus « obscure », pour justifier leur propre projet politique.

Dans la proposition de nouvelle constitution de l'état bolivien, la propriété privée de la terre sera limitée entre 5 et 10 mille hectares, chose qui ne résoudrait pas le pro-

blème de la répartition des terres, mais qui est nuisible à la bourgeoisie agro-exportatrice de l'est du pays.

La stratégie de la bourgeoisie est d'abandonner la lutte contre le gouvernement dans le champ électoral et d'utiliser les préfets autonomistes pour qu'ils ne reconnaissent pas la nouvelle constitution de l'état. Dans la situation actuelle le projet autonomiste a réussi à mobiliser une

partie de la classe moyenne et même une partie des travailleurs ; de fait, il est impossible à Evo Morales de voyager dans quelques régions du pays.

L'avant-garde militaire de la bourgeoisie est l'« unión juvenil cruceñista » et ses équivalents dans les autres départements. Ces bandes fascistes sèment la terreur contre les indigènes, principaux sympathisants de Evo et principaux opposants aux projets d'autonomie départementale, et sont à l'origine d'épisodes de violence raciale et politique.

Le 11 septembre, lors d'une manifestation paysanne de soutien au gouvernement dans la région de Pando, ces véritables groupes paramilitaires, qui sont financés par les préfetures, ont tiré dans la foule, tuant presque 20 personnes.

Face à cette escalade de violence, le

gouvernement durcit son ton face à l'opposition et même s'il a tenté de faire appel aux mobilisations, il a voulu résoudre cette situation « par le haut », en appelant au dialogue les préfets autonomistes avec l'église, l'ONU (représentant de l'impérialisme) et l'OEA. L'opposition et le MAS ont signé un accord où ce dernier donnait des concessions aux préfets. On voit que l'offensive fasciste de la bourgeoisie est une manière d'obliger le gouvernement de négocier et à faire des concessions, même si celui-ci a un très fort soutien populaire.

Que faire?

Même si Morales a cherché la conciliation nationale en refusant d'armer le peuple face aux attaques de l'extrême-droite, dans les différents départements se sont organisés des comités d'auto-défense pour lutter contre les groupes paramilitaires, un exemple de ceci c'est le « Plan 3000 ».

L'exemple de la Bolivie est représentatif de la situation en Amérique latine, où des nouveaux gouvernements se revendiquant du « socialisme du siècle XXI » se sont installés et où il y a aussi des projets autonomistes en marche, de différente ampleur (Zulia au Venezuela et Guayaquil en Équateur). Que faire donc face à ces gouvernements qui sont arrivés au pouvoir avec des promesses de changement et qui évitent toute radicalité et perspective révolutionnaire une fois au pouvoir?

D'autre part, que faire face à la montée des bandes paramilitaires, instruments de la bourgeoisie? La tâche des marxistes tant latino-américains tant français est de s'opposer radicalement aux offensives de l'extrême-droite, et créer une alternative révolutionnaire qui appelle à l'auto-défense des travailleurs boliviens et à la mobilisation pour les revendications que le MAS ne cherche pas à accomplir.



Congrès du PCF :

Moins d'un quart des adhérents reconduisent la direction

Un article de Laurent Bauer

Le texte rédigé par l'actuelle direction du Parti Communiste Français (PCF), « Vouloir un monde nouveau, le construire au quotidien », a recueilli 60% des suffrages exprimés. Victoire de Marie-George Buffet et de ses partisans donc, mais si l'on y regarde de plus près les choses sont plus complexes.

Sur les 132 077 adhérents que revendique le PCF, 78 779 étaient à jour de cotisation. Sur ces cotisants seulement 39 692 ont participé au vote, soit 50,38%. La moitié des cotisants a donc fait le choix de ne pas voter. De plus 3659 cotisants ont voté blanc ou nul, soit 9,22%.¹

La baisse du nombre de participants aux congrès du PCF est continue depuis quelques années mais elle atteint là un record.

Le texte du Conseil National du PCF n'a donc en fait recueilli que 21 946 votes, soit un peu plus du quart des cotisants et pas grand-chose sur l'ensemble des adhérents.

L'art de noyer le poisson

Si la langue de bois est un art, le texte de la direction du PCF devrait en remporter la palme. Le monde dans lequel nous vivons serait entré dans « une mutation de civilisation »². Cela serait marqué par les éléments suivants : « Révolution informationnelle, biogénétique, nanotechnologies... »³. Ce texte écrit dans un langage pseudo-intellectuel vise à masquer le manque d'analyse matérialiste sur le monde contemporain.

Il est tout de même relevé qu'il y a une « crise d'alternative à gauche »⁴ mais les réponses faites ne sont que le recyclage des mêmes vieilles formules d'alliance avec le Parti Socialiste (PS) et de participation gouvernementale avec ce dernier.

La direction du PCF l'affirme « Notre objectif demeure une majorité, un gouvernement, une présidence de la République qui impulseraient une politique de gauche porteuse de grandes réformes transformatrices »⁵. Pour cela le texte propose « la recherche du rassemblement de la gauche le plus large possible »⁶, c'est-à-dire avec le PS pour ceux qui n'auraient pas compris.

L'objectif est aussi de signer la fin du processus ouvert avec la victoire contre la constitution européenne en 2005 : « la voie de transformation du PCF nous apparaît plus féconde que celle de la recherche de la constitution d'un autre parti aux contours incertains »⁷.



Le couple infernal

Quelle opposition ?

Deux textes oppositionnels ont réunis 40% face à la direction du PCF, ce qui est loin d'être négligeable. Il y a là une claire volonté de défiance à l'égard de la ligne de Marie-George Buffet parmi un bon nombre de militants.

Le texte « Faire vivre et renforcer le PCF, une exigence de notre temps » résulte de l'alliance des divers courants dits orthodoxes, menés par André Gerin, député-maire de Vénissieux. Il a récolté 8659 votes, soit 24,03%. Ce texte se veut être à la gauche de l'actuelle direction et prône notamment le fait de ne « pas s'enfermer dans la perspective de préparer en 2012 une nouvelle alternance électorale derrière le PS »⁸ chose à laquelle nous ne pouvons que souscrire.

Pourtant les relents du stalinisme sont bel et bien pesants. On ne distingue guère la prose souverainiste et nationaliste de celle de certains courants de droite puisque l'on y parle « d'affirmer la souveraineté nationale »⁹.

Le deuxième texte « Renforcer le PCF, renouer avec le marxisme » est celui d'un courant trotskiste, la Riposte, qui pratique l'entrisme au sein du PCF. Il a récolté 5419 votes, soit 15,04%.

Pour La Riposte les collectifs antilibéraux, à l'origine de la victoire contre la constitution européenne, sont « une flopée bigarrée d'ex-communistes, d'ex-socialistes, de gauchistes divers et autres « indépendants » plus ou moins petits-bourgeois, qui n'ont apporté au mouvement que démoralisation et confusion »¹⁰. Ce courant a directement apporté son soutien à Marie-George Buffet dans le cadre du processus de candidature unitaire antilibérale afin de le briser le plus rapidement possible¹¹.

Ce courant espère transformer le PCF en un parti révolutionnaire dont il prendrait la direction et rejette donc toute les luttes extérieures au PCF, les qualifiant de « petites-bourgeoises » et indignes d'intérêt. Leur doctrine étant de croire que les partis sociaux-démocrates de masse vont être appelés à redevenir révolutionnaire au vu de la crise

du capitalisme. Leur organisation sœur milite au sein du Labour Party de Tony Blair !

Beaucoup de militants ont fait leur choix par opposition à la direction et non pas nécessairement par adhésion intégrale à une alternative.

La question de l'alternative : un débat biaisé

La question d'une nouvelle force à une mauvaise image dans les rangs du PCF. Les premiers à avoir parlé de nouvelle force sont les courants les plus droitiers autour de personnalités comme Robert Hue ou Jean-Claude Gayssot. Pour beaucoup la création d'une alternative peut apparaître comme une dérive vers la droite.

1. Document de congrès PCF, résultat 1er vote
2. CN PCF, Vouloir un monde nouveau, le construire au quotidien, p.1
3. Idem, p.3
4. Idem, p.16
5. Idem, p.16
6. Idem, p.8
7. Idem, p.20
8. Faire vivre et renforcer le PCF, Une exigence de notre temps, p. 12
9. Idem, p.14
10. Renforcer le PCF, Renouer avec le marxisme,
11. Présidentielle : Pour une candidature communiste, La Riposte, 20 décembre 2006



Fête de l'Humanité 2007, toute la gauche est réunie

Les deux textes oppositionnels mettent d'ailleurs dans le même panier la mouvance autour de Robert Hue qui souhaite à terme une intégration au sein du PS, et les Communistes Unitaires qui ont été les seuls à s'opposer au CN du PCF aux alliances de certaines sections de leur parti avec le Modem,

Les Communistes Unitaires est le seul courant affiché à avoir pleinement soutenu les collectifs antilibéraux, évoluant à la gauche du PCF de manière non-sectaire. Leur objectif est de constituer une « force suffisamment cohérente pour disputer au social-libéralisme son hégémonie »¹²

Quelle stratégie pour les Communistes Unitaires ?

Les Communistes Unitaires ont fait le choix de l'abstention lors de ce congrès qui ne se passait pas de manière claire et démocratique, critiquant le texte de la direction. Ils ont fait le choix de déposer une contribution soumise au débat mais non au vote. On peut supposer qu'il existait des craintes quant à un faible score. Il existe de plus divers désaccord au sein des Communistes Unitaires, certains voulant quitter le PCF, d'autres y rester, certains pensant que l'on peut toujours faire des alliances avec le PS mais en ayant un bon rapport de force, d'autres non.

Vers une liquidation du PCF ?

Beaucoup de militants sont méfiant à l'égard d'une direction en manque de représentativité. La majorité des militants sont opposés à la disparition du PCF, qui risque d'être une mutation social-démocrate. Vingt membre du CN du PCF, issus

de la majorité, ont effectué une contribution à l'issue du premier vote. Ils appellent à une révolution qui « pourrait prendre le nom de « démocratie générale », dont la démocratie participative serait le cœur »¹³. Comme Ségolène Royal ? « N'est-il pas nécessaire, pour qu'existe ce Parti ainsi métamorphosé, et d'abord

pour manifester notre volonté de le construire, de lui donner un nom qui lui corresponde ? »¹⁴. Ce texte à sucité certains émois chez des militants, y compris chez certains qui ont voté la base commune, les enjeux du congrès n'étant pas nécessairement affichés dès le départ.

Eviter un bilan critique, accuser sur sa gauche

La direction du PCF n'offre pas de véritable bilan critique des participations gouvernementales avec le PS et n'évoque que des « erreurs » sans plus de précisions.

Par contre, les critiques envers le NPA sont très précises : l'« extrême gauche qui, en affirmant que le débat est clos, qu'aucun effort ne rendra possible un rassemblement de la gauche, ferme par avance la porte à toute perspective de changement »¹⁵. Ainsi divers article de l'Humanité et des déclarations de responsables du PCF ont attribué

le déclin de leur parti au NPA. Trouver un coupable extérieur évite de fait un véritable débat en interne. Le déclin du PCF est bel et bien dû à une liquidation progressive de son programme et à un alignement sur le PS. La majorité des travailleurs choisissent directement le PS, le plus apte à battre la droite.

Sectarisme de la direction de la LCR et beau jeu du PCF

Le départ, bien que tardif, de Jean-Luc Mélanchon et de son courant du PS est un évènement à prendre en compte. Pour autant la direction de la LCR a fait le choix de le balayer d'un revers de main. Ainsi Olivier Dartignoles, porte parole du PCF, s'est empressé de tacler Besancenot : « Aujourd'hui, Olivier Besancenot, c'est des grands discours, des envolées sur des jours meilleurs, mais dans les actes c'est la vieille LCR, une descente aux enfers dans le sectarisme »¹⁶. Les dirigeants du PCF espèrent capter les déçus du PS dans le cadre d'un « Front Progressiste et Citoyen » pour les élections européennes.

Il existe différentes possibilités d'évolution et le ralliement avec le PS reste malgré tout difficile à faire avaler aux militants. Des militants du PCF ont fait le choix de quitter leur parti à la suite de ce premier vote et certains courants se posent la question d'y rester ou non. Il faut espérer que de l'autre coté l'afflux de nouveaux militants au NPA permettra une volonté d'ouverture pour construire une réelle alternative de masse au PS.



Marie-George Buffet et François Hollande

12. Roger Martelli, Faire force politique, 11 octobre 2008

13. Réflexions pour aller au bout des choix de la base commune, p.2

14. Idem, p.4

15. CN PCF, Vouloir un monde nouveau, le construire au quotidien, p. 17

16. Le PCF accuse Olivier Besancenot de sectarisme, Rodolphe Geisler, Le Figaro, 14 novembre 2008

PS : A droite toute !

Un article d'Adrien Nicolas

Le congrès du PS qui se tient actuellement devait être l'occasion de tirer les bilans de la ligne droitière qui a conduit le PS à renier son engagement à gauche, et ses électeurs à le renier. Au lieu d'un virage à gauche, c'est le triomphe des orientations sociales-libérales.

Le PS est-il encore de gauche ?

Les dirigeants du PS cherchent la réponse à l'hémorragie des électeurs dans leur incapacité à communiquer. Mais communiquer sur quoi ? Ce qui rend inaudible le PS, c'est son incapacité à résister aux attaques du gouvernement, particulièrement flagrante lors du vote à l'Assemblée sur le plan de sauvetage des banques, le 14 octobre dernier : alors que Sarkozy distribuait 360 milliards d'euros de cadeaux aux banquiers, les députés PS hésitaient « entre un oui critique et une abstention constructive et responsable »¹.

Cette formule "abstention constructive et responsable" est systématiquement utilisée par les élus PS pour justifier toutes les capitulations devant la droite : à propos du vote sur la loi anti-terroriste de Sarkozy instaurant l'État d'urgence pour trois mois, le 14 décembre 2005 ; à propos de la ratification du traité de Lisbonne par le Parlement, piétinant le vote populaire contre la constitution libérale européenne du 29 mai 2005.

Certains vont même plus loin dans cette logique, comme Moscovici qui déclare :



Le renouveau du PS !
Ca ne fait plus rire personne

« Personne ne voulait voter contre. Le choix était entre le pour et l'abstention. Moi j'étais pour »², « nous devons, nous aussi, être capables à l'occasion de dire oui »³. Comment s'étonner que de plus en plus de chefs du PS passent directement dans la sarkozye, comme Besson, Lang, Kouchner ?



Souvenez-vous : la campagne UMP-PS
Pour la Constitution Européenne
(Cette photo n'est pas un montage)

Plusieurs candidats, un même programme : le libéralisme.

Julien Dray, porte-parole du PS et soutien de Ségolène Royal, a déclaré au lendemain de la fête de l'Humanité : "la gauche plurielle (PS-PCF-Verts) a fait son temps, elle a aussi montré ses limites". Et d'ajouter "Je crois qu'il faut justement que le Parti socialiste, la gauche, le Parti communiste et les Verts soient capables de rassembler au-delà d'eux-mêmes ». En résumé : « Bayrou a été clair donc on peut se retrouver ».

Martine Aubry se présente comme la tenante d'une « ligne de gauche », mais elle est alliée aux pires droitières du PS, Dominique Strauss-Kahn (actuellement play-boy au FMI) ou Cambadélis. Sur le fond elle partage la vision « sociale-libérale » que Delanoë fait mine d'avoir rangée au placard en temps de crise du capitalisme. Les anciens dirigeants du PS traînent les casseroles de leur « gestion exemplaire » du libéralisme, du

temps où ils arrivaient à se faire élire, dont ils s'enorgueillissent pour s'offrir à défendre les intérêts de la bourgeoisie.

Érosion de la gauche du PS

Les médias présentent le score de la motion de Benoit Hamon, opposant à la constitution européenne, comme une « percée ». Mais la gauche du parti a perdu plus de la moitié de ses militants depuis le congrès de Dijon de mai 2003, où elle avait obtenu 38,63% des voix.

Cette défaite de la gauche du PS est le résultat de la politique de ralliement aux sociaux-libéraux, consacrée par la synthèse du congrès du Mans le 23 novembre 2005. La gauche du PS avait pourtant la possibilité de rompre avec la direction sociale-libérale, alors que 59 % des électeurs PS avaient voté NON au TCE le 29 mai 2005, comme 75% des 12 000 militants socialistes du Pas de Calais (contre 60 % pour le oui lors du vote interne dans cette fédération, la plus grande du PS).

La gauche du PS, autour de Jean-Luc Mélanchon (PRS) et Marc Dolèz (forces militantes) a choisi de quitter le PS suite à la victoire des orientations libérales. Cette scission arrive trop tard. Si il permettra peut-être de remettre en selle la direction du PCF en lui offrant un allié symbolique pour les élections européennes, le Parti de Gauche n'est pas le Die Linke français : sans accord avec le NPA, aucune alternative n'émergera à la gauche du PS.

Sans alternative à sa gauche, le PS continuera d'être l'arme que les salariés utilisent pour exprimer leur mécontentement vis-à-vis de la politique antisociale du gouvernement. Une arme bien émoussée, qui renforce la passivité des travailleurs à l'heure de lutter contre un système en crise et pour un autre projet de société.

1. Jean-Marc Ayrault président du groupe socialiste à l'Assemblée, Libération 15 octobre 2008
2. Pierre Moscovici, sur son blog moscovici.typepad.fr/blognational/2008/10/de-l'homme-dtat.html
3. Pierre Moscovici, RMC, 15 octobre 2008

Pourquoi nous construisons Marxistes Unitaires ?

Lutter contre le système sur tous les fronts

Nous ne sommes pas la première génération à lutter, la résistance a commencé avec le système capitaliste. Le 20^{ème} siècle a été marqué par de nombreuses tentatives d'en finir avec l'exploitation, d'instaurer une société plus juste : révolution en Russie en 1917, en Allemagne et en Italie entre 1919 et 1923, fronts populaires en France et en Espagne. Aujourd'hui encore, les travailleurs et les peuples indigènes d'Amérique latine tentent d'instaurer des régimes en opposition à l'impérialisme et à leurs bourgeoisies nationales.

L'histoire du mouvement ouvrier est une longue succession de défaites, de trahisons des directions syndicales et d'hésitations fatales des révolutionnaires. C'est que la domination des capitalistes est à la fois économique, politique et idéologique, et que les travailleurs ont énormément de difficultés à s'organiser pour renverser la classe dirigeante et à prendre le pouvoir.

Patrons et salariés ne sont pas égaux, libres de choisir ou non de travailler, comme le clament les libéraux. Les salariés sont contraints d'accepter les salaires que leur accordent les patrons, sous peine de mourir de faim, alors que les patrons font jouer la concurrence entre salariés pour les exploiter toujours plus. La destruction des droits collectifs, les radiations des assurances chômage, accentuent l'exploitation que subissent les salariés, et les empêchent de revendiquer des salaires décents.

Les travailleurs ont toujours revendiqué des protections collectives, agi politiquement pour gagner des droits pour tous les salariés, en complément de mobilisations locales : journée de 8 heures, congés payés, assurance chômage et maladie, retraite, sont des acquis que les luttes des salariés ont arraché à l'État.

Mais l'État reste l'outil des patrons, avec ses hauts fonctionnaires issus de familles riches, ses institutions qui échappent au contrôle des travailleurs, ses flics racistes, son armée et sa diplomatie au service des intérêts des multinationales. Pour changer le monde, les travailleurs doivent s'emparer du pouvoir politique et gouverner par la démocratie ouvrière : assemblées générales de travailleurs, élection et révocabilité de représentants issus des classes populaires. De la commune de Paris à la révolution espagnole, des soviets aux conseils ouvriers en Allemagne et en Italie, chaque révolution est toujours une lutte entre l'auto-organ

sation des travailleurs et l'État capitaliste. Pour s'unir, les travailleurs doivent en finir avec les préjugés qui les divisent : racisme, sexisme, homophobie, sont des armes au service des patrons pour nous diviser. Les capitalistes possèdent des médias puissants pour véhiculer leurs idées : télévision, journaux, enseignement. Nous devons construire une idéologie alternative, au service de l'émancipation de la classe ouvrière.

Une stratégie pour changer le monde

Pour détruire le capitalisme et pour bâtir une société sans classe et sans État, les travailleurs ont besoin d'une analyse précise du monde et d'une stratégie efficace pour combattre le système. Nous devons tirer les leçons du passé, la confiance et la fierté que les luttes héroïques que d'autres ont mené avant nous doivent nous donner, et les erreurs qui leur ont coûté la défaite. Nous devons aussi nous inspirer des luttes dans d'autres pays et en tirer les conséquences.

Les luttes que nous avons mené ces dernières années nous apprennent une chose : c'est en luttant tous ensemble que nous pouvons gagner, comme pendant la lutte contre le CPE où c'est la convergence des luttes des étudiants et des salariés qui a forcé le gouvernement à reculer, un an après le vote massif contre le projet de constitution européenne libérale. Mais cela n'a pas empêché les libéraux de reprendre l'initiative et de faire élire Sarkozy.

Nous devons mener des batailles politiques dans les luttes sociales, appeler à renverser les gouvernements au service des

patrons. En Argentine, les mouvements sociaux ont renversé de nombreux gouvernements après les émeutes de 2001, mais ce sont finalement les nationalistes qui ont repris le contrôle, par défaut d'une force capable de pousser les travailleurs à la conquête du pouvoir.

Nous avons besoin d'une alternative politique capable de s'adresser largement aux travailleurs, de combattre l'ensemble de la politique de Sarkozy. C'est pourquoi nous participons à la construction du NPA et argumentons sur la nécessité de se tourner vers des travailleurs qui croient sincèrement pouvoir changer le système sans passer par une révolution violente.

En Bolivie, au Venezuela, c'est après avoir élu des dirigeants comme Chavez ou Morales que les travailleurs ont compris la nécessité de défendre eux-mêmes leur révolution. C'est en faisant leurs propres expériences politiques que les travailleurs seront convaincus de la nécessité de se préparer à prendre le pouvoir et à se battre pour le garder.

Nous sommes un petit groupe de militants, nous ne changerons pas le monde à nous tout seuls. Nous voulons contribuer à l'édification d'un autre projet de société, à travers les luttes auxquelles nous participons mais avec la mémoire des luttes passées..

Rejoignez-nous !

Pour nous contacter :
06.23.50.82.72.

Pour participer au journal :
redaction.anticapitaliste@yahoo.fr

LES BROCHURES de Marque Page



Chris Harman,
Décembre 95 : Un hiver "chaud" en France



Chris Harman,
Qu'est ce que le marxisme ?



Ian Birchall,
Lénine : Guide à l'usage des nouveaux rebelles



Chris Harman,
1968 :
Quand la France prit feu ?



NOUS NE PAIERONS PAS LA CRISE

LES ITALIENS MOBILISÉS

Un article d'Otman Fekar

De retour à la tête de l'Italie après trois ans de gouvernement de gauche, Berlusconi ne perd pas de temps. Personnels d'Alitalia sacrifié sur l'autel du nationalisme patriotique, attaques raciste contre la population Rom, et dernièrement sa fameuse remarque sur Obama « il est beau, jeune et bronzé » nous montre un Berlu en pleine forme...

En plus de cela, il s'attaque aussi à l'éducation. Depuis le mois d'octobre a lieu un mouvement de très grande ampleur dans primaire, le secondaire et l'enseignement supérieur. La manifestation du 31 octobre dernier a vu défiler dans les rues de Rome plus d'un million de personnes, avec 90% des écoles fermées sur tout le territoire.

Le 14 novembre, date de la dernière manifestation nationale, plus de cent mille personnes ont manifesté dans les rues de la capitale italienne avec une banderole "Ensemble pour l'avenir du pays".

Casse de l'éducation nationale

L'école primaire est la principale touchée. En plus d'une baisse du budget de 8 milliards sur 5 ans, il y a une attaque idéologique sur la notion même de l'enseignement : retour du tablier, c'est à dire l'uniforme, pour les élèves, un retour aussi aux notes allant de 0 à 10. Jusqu'à aujourd'hui, les élèves italiens étaient notés à travers des appréciations. Chose qui a l'avantage de ne pas traumatiser l'élève.

Avec cela, s'ajoute le retour au professeur unique, alors que le système italien a pour intérêt et spécificité qu'il y a trois enseignants pour deux classes, qui

se répartissent les matières. Et enfin, comme on a eu le droit en France, une volonté de faire passer les heures de cours de 29/31 heures de cours par semaine à 24 heures.

Le secondaire n'est pas en reste. Une des réformes les plus symboliques est l'instauration d'une note de conduite. C'est à dire que les élèves sont notés sur leur comportement en cours, avec pour risque de voir l'élève redoubler si celui-ci n'a pas obtenu une note correcte.

L'université n'est pas en reste

L'université est aussi attaquée par le gouvernement italien. La loi 133, adoptée pendant les grandes vacances (à croire qu'ils avaient quelque chose à se reprocher), installe une réduction des fonds publics pour la recherche, avec son pendant, un accroissement du financement des universités par des fonds privés. Il est prévu aussi le non remplacement des professeurs partant à la retraite, et enfin, un contrat de 10 mois renouvelable chaque année pour les futurs enseignants...

L'enseignement supérieur italien subit de nombreuses attaques, menant à terme à la privatisation. L'objectif est de faire en sorte que l'éducation coûte moins à l'État. Il est prévu pour l'éducation nationale une économie de 7,8 milliards d'euros sur quatre ans! Avec une suppression de 87 000 postes dans l'éducation nationale pour couronner le tout. Les universités ne sont pas en reste avec une réduction de budget de 1,5 milliards d'euros.

"Nous ne paierons pas la crise pour vous"

Ce mot d'ordre est celui des étudiants de l'université de la Sapienza à Rome. 10 milliards d'économies sur le budget de l'éducation, c'est indécent quand on voit l'argent qui est donné aux banques. Pour l'Italie, il est prévu de faire un plan de relance de 60 milliards d'euros avec une garantie sans limite accordée aux banques. Si une institution financière est en difficulté, l'État sera là pour la sauver. Cependant, si une université est en déficit, il est prévu de la sanctionner pour mauvaise gestion. On ne demande pas à des institutions comme l'université ou les écoles d'être rentables, de s'aligner à une logique d'entreprise. Simplement de dispenser un enseignement de qualité pour les élèves qui la fréquentent.

La gauche est difficilement audible. Le Parti Démocrate, parti de Prodi et Veltroni de centre gauche propose face à ces attaques, l'organisation d'un référendum pour contester cette décision. Sa dernière gifle au législatif n'a pas eu pour effet de tirer le PD sur sa gauche. De même, les syndicats restent sur une mobilisation avec manifestation ponctuelle. L'extrême gauche, divisé et mal en point depuis le printemps dernier, à tout simplement du mal à émerger dans cette lutte.

En France aussi, il est prévu de supprimer plus de 80 000 postes dans le primaire et le secondaire, de privatiser les universités, d'en réduire leur nombre sur le territoire. Nous aussi, nous devons construire un mouvement d'ampleur pour arrêter la casse du service public.

